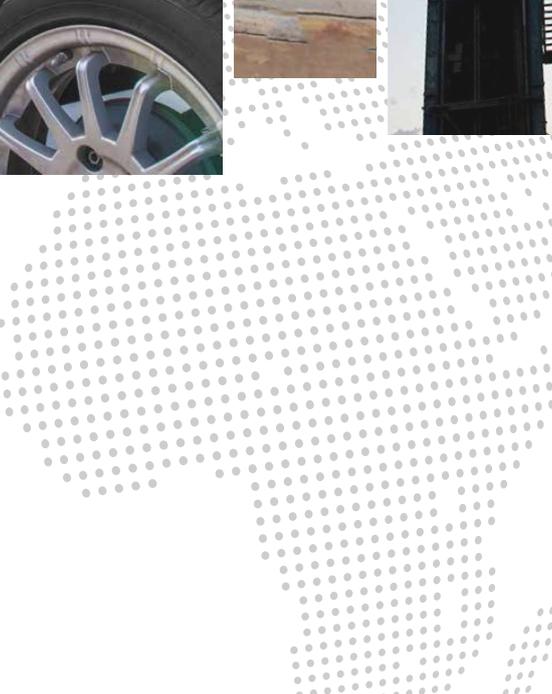




UNE CROISSANCE
AFRICAINNE
EN MARCHÉ



RAPPORT ANNUEL 2019



MANAGEM EST UN OPÉRATEUR MINIER AFRICAIN QUI DÉVELOPPE UN PORTEFEUILLE D'ACTIFS ET DE MÉTAUX ÉQUILIBRÉ. LE GROUPE OPÈRE DES RESSOURCES NATURELLES STRATÉGIQUES POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE ET CONTRIBUE À RÉPONDRE À LA DEMANDE EN MATIÈRES PREMIÈRES D'UN MARCHÉ INTERNATIONAL EN FORTE CROISSANCE TECHNOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE.

SOMMAIRE



06

MESSAGE DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

08

PROFIL

Managem en bref

Chiffres clés

Actionnariat

Dispositif de gouvernance

Conformité & gestion des risques

Management

20

MANAGEM, UN MODÈLE DE CRÉATION DE VALEUR À L'ÉCHELLE DU CONTINENT AFRICAÏN

Une plateforme pour la valeur partagée au service du continent

Un Groupe minier intégré

26

UN ACTEUR RESPONSABLE ET DES ENGAGEMENTS SOLIDES

La RSE comme priorité stratégique

Protection de l'environnement et des ressources

Préservation du capital humain et développement des compétences

Impact socio-économique et développement humain

40

UNE STRATÉGIE ÉQUILBRÉE POUR UNE CROISSANCE DURABLE

Managem 2020, pour un développement durable et responsable

Un portefeuille d'activités diversifié et à forte valeur ajoutée

46

2019, UNE ANNÉE CLÉ DANS LE DÉPLOIEMENT DES PROJETS STRATÉGIQUES

Montée en puissance de l'activité Or

Une nouvelle dimension pour l'activité Argent

Consolidation de l'activité métaux de base

54

PERFORMANCES ET RÉALISATIONS EN 2019

Revue des activités

Performances opérationnelles et financières

62

COMPTES ANNUELS 2019

Comptes consolidés

Résumé des notes aux comptes consolidés

LA VISION DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Imad Toumi
Président Directeur Général
Managem

Pour Managem, l'année 2019 fut incontestablement l'année des grandes avancées dans nos projets de développement. Les orientations stratégiques ayant guidé notre développement durant les trois dernières années se sont traduites par le renforcement de notre portefeuille d'actifs miniers, notamment au niveau des métaux à forte valeur ajoutée. Aussi, avons-nous affirmé notre culture d'entreprise responsable et engagée à plusieurs occasions et dans nos différents pays de présence.

En 2019, Managem a relevé le défi d'un démarrage réussi de l'extraction et de la production d'Or au niveau de sa mine à Gabgaba au Soudan, et a révélé le potentiel du projet Tri-k en Guinée à l'issue d'un travail d'exploration ciblée. Avec ces actifs miniers de taille mondiale, le Groupe Managem réalise son ambition et se positionne désormais parmi les plus importants producteurs d'Or de taille intermédiaire en Afrique. Notre culture de groupe minier novateur, qui met la R & D au cœur de sa démarche de développement, nous permet de donner des dimensions nouvelles à nos activités, en témoigne la valorisation des déchets miniers de la digue d'Imiter avec

la production de 19 TM d'Argent durant cette année, compensant le recul de la teneur constatée au niveau de la mine. Un nouvel élan est donné à notre activité métaux de base avec le démarrage de la construction du complexe minier du projet Pumpi en RDC, en partenariat avec le groupe chinois Wanbao Mining, ciblant la production de 45 000 T de Cuivre et 5 000 T de Cobalt. Nos projets, aussi bien au Maroc qu'en Afrique Sub-saharienne sont la parfaite illustration de notre savoir-faire de plus de 90 ans en exploration et en valorisation.

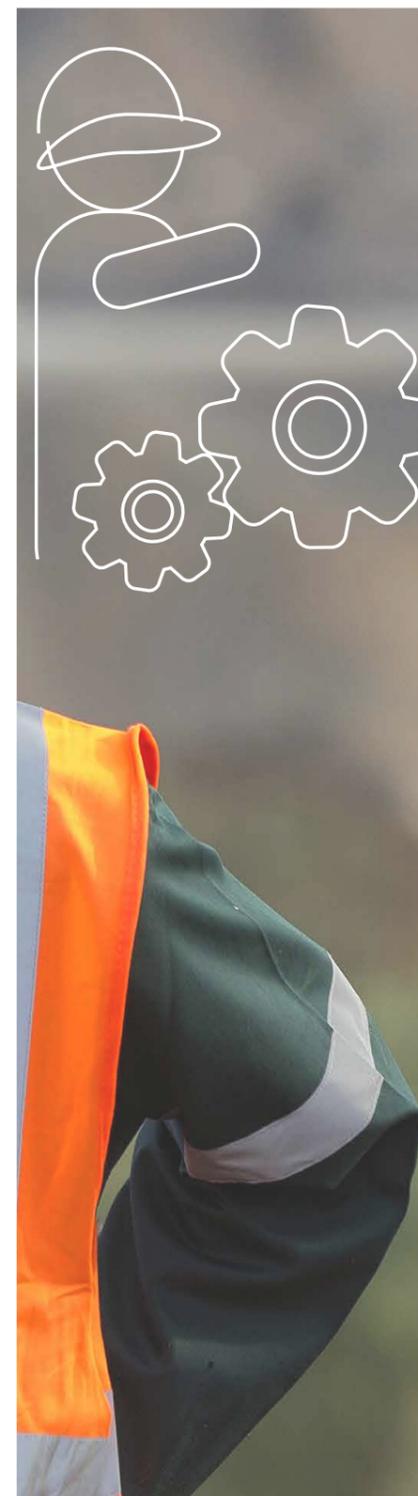
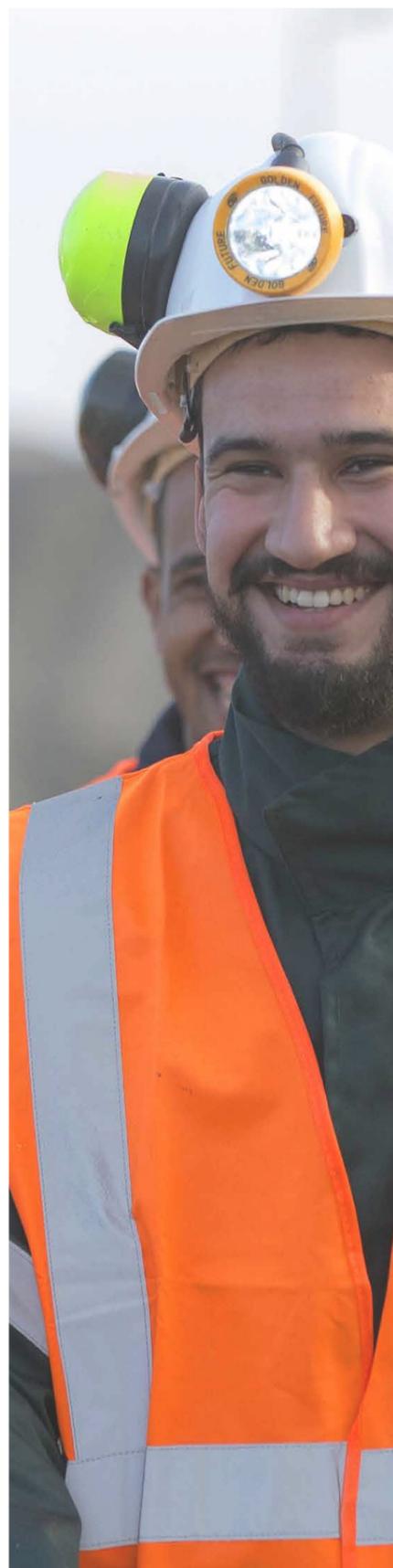
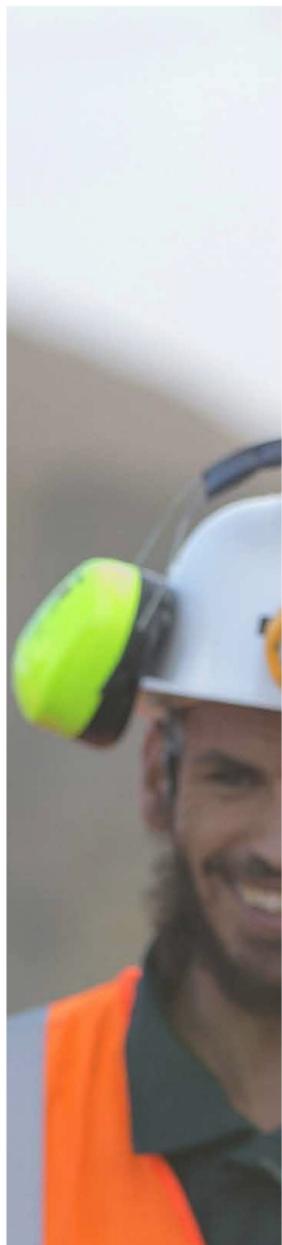
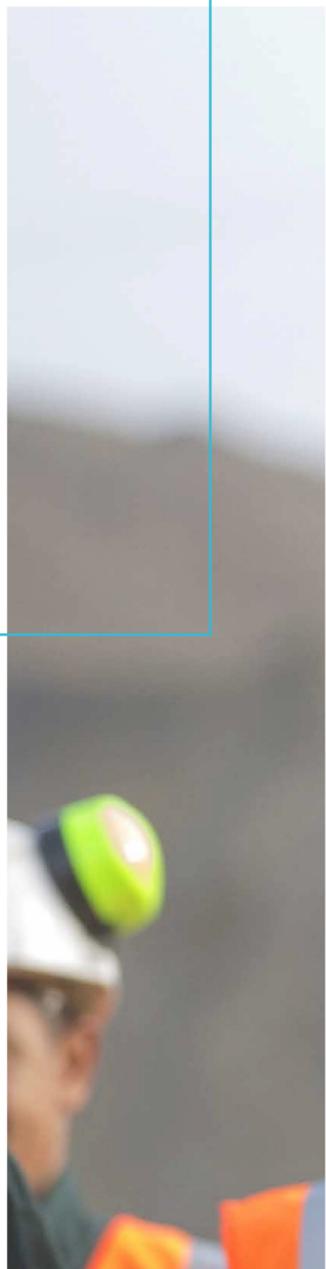
Les efforts du Groupe durant cette année ont contribué à contrer une conjoncture mondiale peu porteuse, notamment pour les métaux de base. La persistance d'une faible croissance économique au niveau mondial et l'accentuation des tensions commerciales et géopolitiques ont impacté négativement les cours des métaux à vocation industrielle (Cuivre, Cobalt et Zinc & Plomb), dont la demande continue à reculer, notamment celle des pays émergents. Ce même contexte a contribué à la hausse des cours des métaux précieux durant cette année, +10% pour l'Or et +3% pour l'Argent.



“
**NOTRE ENGAGEMENT
SOCIAL, SOCIÉTAL ET
ENVIRONNEMENTAL FAIT
PARTIE DE NOS PILIERS
STRATÉGIQUES**”

Notre statut de groupe minier leader au niveau national et référence de l'industrie minière en Afrique Sub-saharienne nous incombe de contribuer activement au développement de nos zones d'activité et de partager le fruit de notre réussite avec nos différentes parties prenantes. C'est pour cela que notre engagement social, sociétal et environnemental fait partie de nos piliers stratégiques et se matérialise désormais à travers notre charte de développement durable, adoptée en 2016 et renouvelée en 2018. Celle-ci a par la suite inspiré, en 2019, l'adoption d'une démarche formelle à l'égard de la Sécurité au travail, avec l'adoption de la charte Santé et Sécurité au travail, signée par les membres du Comité de Direction et les Directeurs des Opérations. Cette charte a également recueilli l'adhésion et l'engagement de l'ensemble des collaborateurs du Groupe, au Maroc et en Afrique.

Animé par des valeurs que partagent tous les maillons de son organisation, Managem déploie sa vision «Beyond Mining» pour réaliser son ambition de leader régional diversifié avec une croissance durable et responsable.



PROFIL

Le Groupe Managem est un acteur minier africain dont la vocation est le développement et la valorisation d'actifs miniers sur le continent. Son savoir-faire de plus de 90 ans lui confère un positionnement particulier dans le secteur et une maîtrise totale de la chaîne de valeur minière.

1 - MANAGEM EN BREF

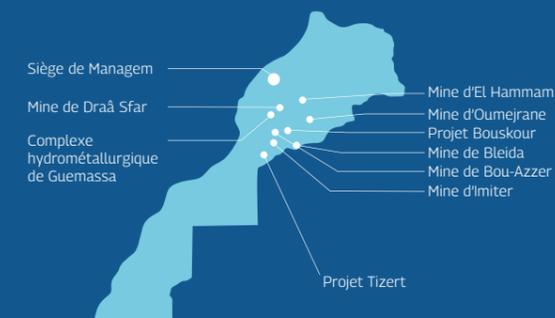
Managem est un groupe minier africain dont les premières activités minières datent de 1928 au Maroc. Depuis, le Groupe n'a cessé de se développer en diversifiant son portefeuille d'actifs miniers, en modernisant ses activités pour s'ériger comme acteur clé de l'industrie minière en Afrique.

Aujourd'hui, le Groupe Managem est présent dans 9 pays, détient des actifs miniers à fort potentiel de croissance et dispose d'une expertise reconnue en matière de recherche & développement.

En tant qu'opérateur minier intégré, Managem prospecte, extrait, valorise et commercialise les produits de ses actifs miniers, qu'il s'agisse de métaux précieux (or et argent), de métaux de base (cuivre, zinc et plomb) ou de métaux spéciaux et substances utiles (cobalt et fluorine).

Convaincu de la nécessité d'inscrire ses activités dans une logique de durabilité, le Groupe Managem s'est forgé un statut d'entreprise responsable et soucieuse de son empreinte économique, sociale et environnementale. Cette vocation est portée par une charte RSE et une charte Sécurité à la hauteur de ses activités, tant sur le plan national que sur le plan continental.

PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE



Managem poursuit sa croissance avec 13 mines opérationnelles et des projets miniers capitaux lancés à travers tout le continent. Le Groupe développe un portefeuille diversifié, équilibré et à fort potentiel de croissance.

2 - CHIFFRES CLÉS 2019

 **90** ANS
D'ACTIVITÉ

 **9**
PAYS

 CHIFFRE
D'AFFAIRES
4 553
MMAD

 EBIDTA
1 123
MMAD

 **6 000**
COLLABORATEURS

 **13**
MINES

 FLUX NET DE
TRÉSORERIE
DES OPÉRATIONS
1 038
MMAD

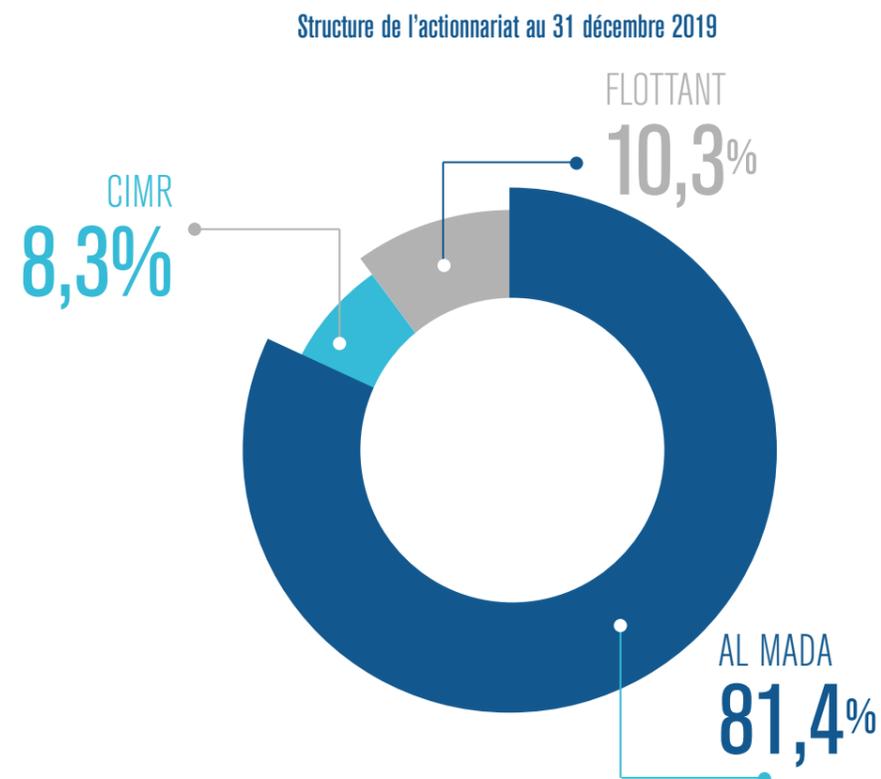
 INVESTISSEMENTS
1 884
MMAD

 **21**
UNITÉS
INDUSTRIELLES

 **14**
PRODUITS
DÉRIVÉS

3 - ACTIONNARIAT

Coté à la bourse de Casablanca depuis 2000, le Groupe Managem jouit d'un actionnariat stable qui fédère des investisseurs de premier rang.



AL MADA-POSITIVE IMPACT ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE

AL MADA est un fonds d'investissement, détenant un portefeuille diversifié d'entreprises leaders dans plusieurs secteurs de l'économie marocaine et africaine : services financiers, matériaux de construction, télécommunications, distribution, mines, immobilier, tourisme, environnement et énergie. Une des grandes caractéristiques de l'identité d'AL MADA est son choix d'investir à long terme dans des secteurs d'activité structurants, favorisant l'émergence d'une économie moderne ainsi que l'amélioration des conditions de vie des territoires et populations auprès desquels il intervient.

CIMR (CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE)

La CIMR est une caisse de retraite qui a le statut de société mutuelle de retraite, régie par la loi 64-12 portant création de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), promulguée par le dahir n° 1-14-10 du 6 mars 2014. Elle est gérée par un Conseil d'Administration dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale des adhérents, qui se réunit annuellement en vue de se prononcer sur le compte rendu de la Gestion de la Caisse durant l'exercice, et procéder à l'élection des administrateurs.

4 - DISPOSITIF DE GOUVERNANCE

Riche d'un savoir-faire de plus de 90 ans, le Groupe Managem a développé une gouvernance solide et responsable, attentive à son environnement et à l'écoute de ses parties prenantes. Celle-ci s'appuie sur une structure duale combinant l'expertise du comité exécutif, appuyé par plusieurs comités transverses et le regard critique du Conseil d'Administration à travers ses différents comités spécialisés.

Ce dispositif se nourrit continuellement, pour tenir compte des enjeux de développement du Groupe et accompagner sa stratégie de croissance. De son côté, le Conseil d'Administration demeure très vigilant aux enjeux de géopolitique et de conjoncture économique internationale, dont les thématiques font l'objet de discussions régulières.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN CHIFFRES

4
SÉANCES TENUES EN 2019

72,5%
TAUX DE PRÉSENCE MOYEN

25%
DE PARITÉ

COMPOSITION ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- M. **Imad TOUMI** | Président du Conseil d'Administration
- M. **Bassim JAI HOKIMI** | Administrateur
- M. **Hassan OURIAGLI** | Administrateur
- M. **Frédéric TONA** | Administrateur indépendant
- Mme. **Noufissa KESSAR** | Administrateur
- Mme. **Amina BENKHADRA** | Administrateur représentante de l'ONHYM
- M. **Karim KHETTOUCH** | Administrateur représentant de SIGER

Afin d'appuyer le Conseil d'Administration dans la poursuite de ses missions, Managem a mis en place des comités spécialisés qui réunissent les compétences des membres du Conseil d'Administration et l'expertise de certains cadres dirigeants du Groupe. Il s'agit d'organes d'échange et de réflexion sur les thématiques essentielles pour le Groupe.

3 COMITÉS SPÉCIALISÉS

<p>Comité des Risques et des Comptes</p> <p>Périodicité semestrielle</p> <p>Composition 5 membres dont 4 administrateurs</p> <p>Missions contrôle et validation de l'information financière et comptable et examen du dispositif de contrôle interne, des mécanismes de gestion des risques et des règles de gouvernance et de déontologie.</p>	<p>Comité Stratégique</p> <p>Périodicité semestrielle</p> <p>Composition 5 membres administrateurs</p> <p>Missions définition des orientations stratégiques du Groupe et validation des opérations d'investissements ou de désinvestissement.</p>	<p>Comité de Rémunération</p> <p>Périodicité au moins une fois par an</p> <p>Composition 5 membres dont 2 administrateurs</p> <p>Missions examen de la situation des dirigeants et personnes clés du Groupe et des entités, examen du plan de succession et définition du système d'intéressement.</p>
---	---	--

COMITÉ EXÉCUTIF

Président Directeur Général

Direction Finance & stratégie

Direction Exploration

Direction développement & activités à l'international

Direction Ressources humaines, communication & développement durable

Direction Marketing & commercial

Direction Achat, approvisionnement & logistique

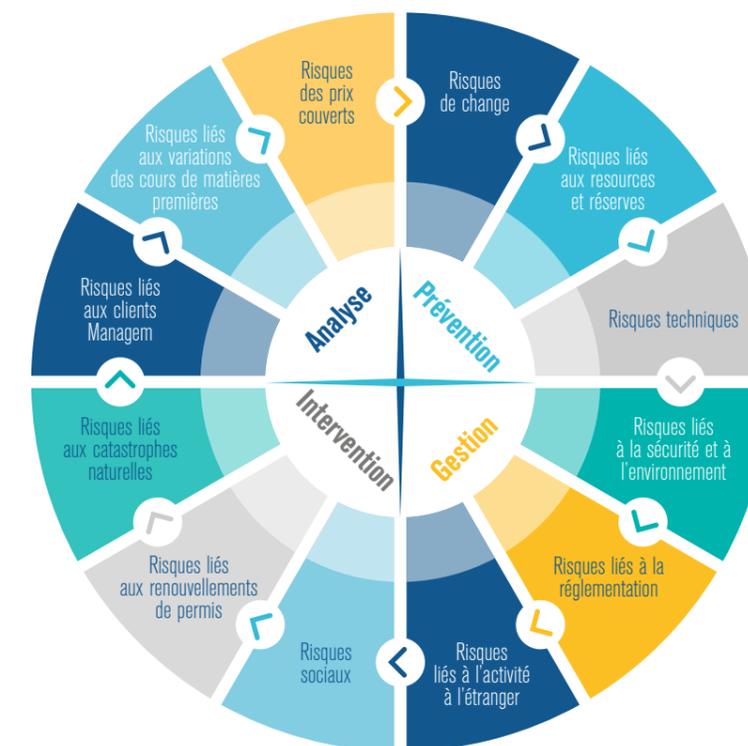
Le suivi régulier des activités du Groupe et la revue des performances opérationnelles, financières et extra-financières sont assurés par 9 comités dédiés. Ces comités se chargent du suivi continu du déploiement des orientations stratégiques du Groupe et leurs déclinaisons dans les différents aspects de chaque activité.

9 COMITÉS TRANSVERSES

Comité de Gestion	Comité Exploration
Comité Ressources & Réserves	Comité Gestion de Projets
Comité Safety	Comité People & Organisation
Comité Réputation, Risques et RSE	Comité Pilotage Environnement
Comité Pilotage Innovation	

5 - CONFORMITÉ & GESTION DES RISQUES

Cartographie des risques et procédure de contrôle



Face aux enjeux grandissants de l'industrie minière et afin de doter le Groupe du dispositif adéquat visant à prémunir son activité, ses ressources (humaines, matérielles, immatérielles et financières) et ses parties prenantes contre les différents types de risques, une dynamique de gestion des risques s'est déployée durant les dernières années. Celle-ci s'améliore régulièrement au regard de l'émergence de risques nouveaux.

Durant l'année 2019, le Groupe Managem a renforcé sa politique de conformité et de gestion des risques par l'adoption d'un Code d'Éthique et de Conduite des Affaires. Celui-ci permet de formaliser plusieurs principes et normes pour en faire une composante de son identité organisationnelle. A travers son Code d'Éthique et de Conduite des Affaires, les forces vives du Groupe disposent d'un référentiel pour un comportement exemplaire afin d'avoir un impact positif et durable auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Par ailleurs, l'année 2019 a été consacrée à la thématique de Santé et Sécurité au travail. Sous l'angle de la gestion des risques, cette thématique a été abordée à travers la mise en place d'un programme global de Santé et Sécurité au profit des équipes qui interviennent dans un pays étranger et d'un outil travel tracker pour leur localisation.

DÉPLOIEMENT DE MANALERT, UN OUTIL DE WHISTLEBLOWING

Managem a mis en place un dispositif d'alerte éthique et conformité «MANALERT». Il permet aux collaborateurs, aux partenaires du Groupe, ainsi qu'aux tiers d'effectuer un signalement concernant :

- > Une atteinte grave envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement résultant des activités du Groupe
- > Un crime ou un délit
- > Une violation d'une loi ou d'un règlement
- > Une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général
- > Un manquement aux règles du Code Éthique et de Conduite des Affaires.

6 - MANAGEMENT DU GROUPE

M. IMAD TOUMI

Président Directeur Général



M. Imad TOUMI, diplômé de l'École Polytechnique (X 82), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Études Commerciales de Paris (MBA HEC 2000), est fort d'une expérience de plus de 20 ans en

management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. ZAKARIA RBII

Directeur Exécutif des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable



M. RBII est ingénieur de formation, il a commencé sa carrière au sein de la société multinationale ST Microelectronics au niveau de la fonction des Ressources Humaines et a évolué essentiellement dans un environnement international en tant que

Directeur des Ressources Humaines dans divers secteurs (grande consommation, automobile) et plusieurs pays (Algérie, Tunisie, Chine). M. RBII a rejoint Managem en 2018 et il est par ailleurs Président de l'Association Nationale des Gestionnaires et Formateurs des Ressources Humaines (AGEF).

M. YOUSSEF EL HAJJAM

Directeur Général des Opérations métaux de base



Diplômé de l'École Polytechnique en 1993 puis de l'École des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint Managem la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT

Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité et de direction avant d'être nommé Directeur Général de la Branche métaux précieux, en 2008, puis Directeur Général de la Branche états précieux & Fluorine en 2011. Depuis Juillet 2019, M. EL HAJJAM est Directeur Général des opérations métaux de base.

M. LHOU MAACHA

Directeur Exécutif de l'Exploration



M. MAACHA est titulaire d'un doctorat d'État en Géophysique et Métallogénie (2013), d'un Diplôme d'Études Approfondies de l'université Cadi Ayyad (1994), et d'un Diplôme d'Ingénieur d'État (1989). Son domaine d'expertise

couvre plusieurs types de minéralisations et de commodités notamment les métaux précieux, les métaux de base, le Cobalt et les minéralisations magmatiques. Il dispose de plus de 29 ans d'expérience dans le domaine de l'exploration, la génération de projet et le développement tant au Maroc qu'à l'international. M. MAACHA est administrateur de plusieurs filiales du Groupe et Vice-Président de l'Association Marocaine des Sciences de la Terre au Maroc.

MME. NAOUAL ZINE

Directrice Générale Reminex & Projets



Mme ZINE est diplômée de l'École Mohammedia des Ingénieurs (1998). Elle rejoint Managem la même année pour prendre en charge la gestion du projet d'extension de l'usine à la mine de SMI, pour évoluer ensuite dans les fonctions de contrôle de gestion et gestion des investissements de l'activité minière du groupe. Elle est nommée Directrice chargée du contrôle général en 2005 et a occupé la fonction de Directrice Financière et du Contrôle de Gestion Corporate de 2009 jusqu'à 2017, année de sa nomination en tant Directrice Générale Adjointe Stratégie & Finance.

Depuis Juillet 2019, Mme ZINE est Directrice Générale Reminex & Projets

M. MOHAMED AMINE AFSAHI

Directeur Exécutif Marketing & Commercial



Monsieur AFSAHI est diplômé de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris (1992) et titulaire d'un MBA de l'école des Ponts et Chaussées (2005). Il a rejoint Managem en 1993 en tant que Responsable des

Méthodes de la filiale CMG et a occupé plusieurs postes de direction liés aux métiers de l'eau, de l'environnement et de l'assainissement de 1997 à 2004. Par la suite, M. AFSAHI a pris en charge le Risk Management et le Contrôle de Gestion Corporate de Managem, avant d'être nommée, en 2005, Directeur des Achats et de la Logistique, puis, en 2008, Directeur Général des Activités Supports, regroupant Reminex. Après avoir occupé la fonction de Directeur des projets de valorisation en 2011, M. AFSAHI a été désigné Directeur Exécutif Marketing & Commercial en Juin 2016.

M. OMAR NAIMI

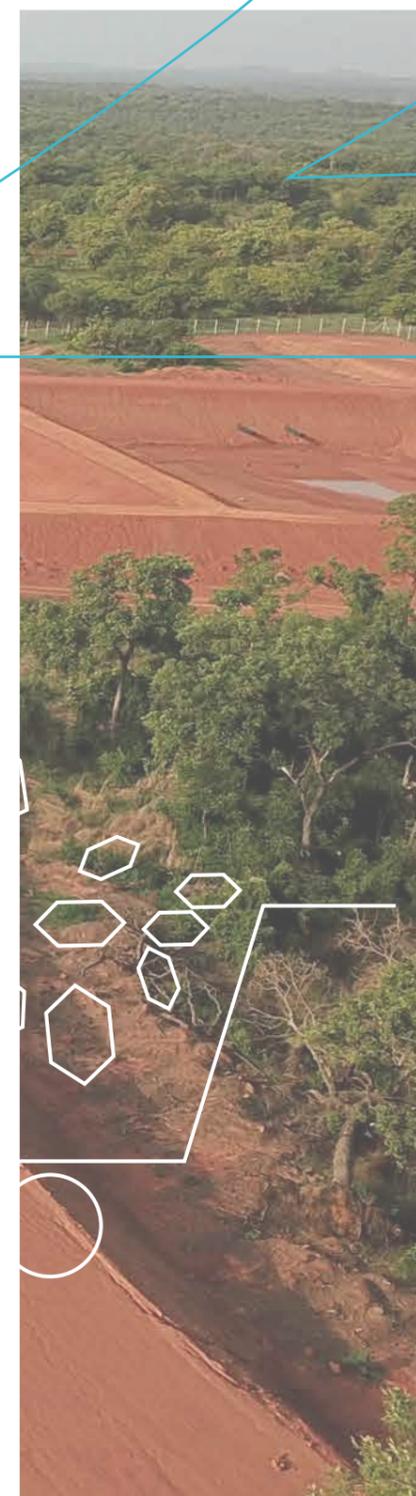
Directeur Achats, Approvisionnement & Logistique ; Chargé de mission auprès du PDG



M. NAIMI est diplômé de l'École Mohammedia des Ingénieurs en 1997, il a rejoint Managem la même année en tant qu'ingénieur maintenance à la mine de Bou azzer (CTT), avant d'être désigné Responsable Maintenance et activités

supports de la mine de Kiniera en Guinée. Durant la période 2003-2005, M. NAIMI a évolué au sein de la Direction des achats, en tant que Responsable Achats Investissements, PDR & Consommables spécifiques & chargé des achats pour les filiales à l'international. Par la suite, M. NAIMI prend en charge les opérations au niveau de la mine de Akka dont il sera Directeur de l'exploitation en 2007 avant de prendre la Direction de la filiale Techsub en 2008, une fonction qu'il occupe en parallèle à la Direction des opérations à l'international à partir de 2016.

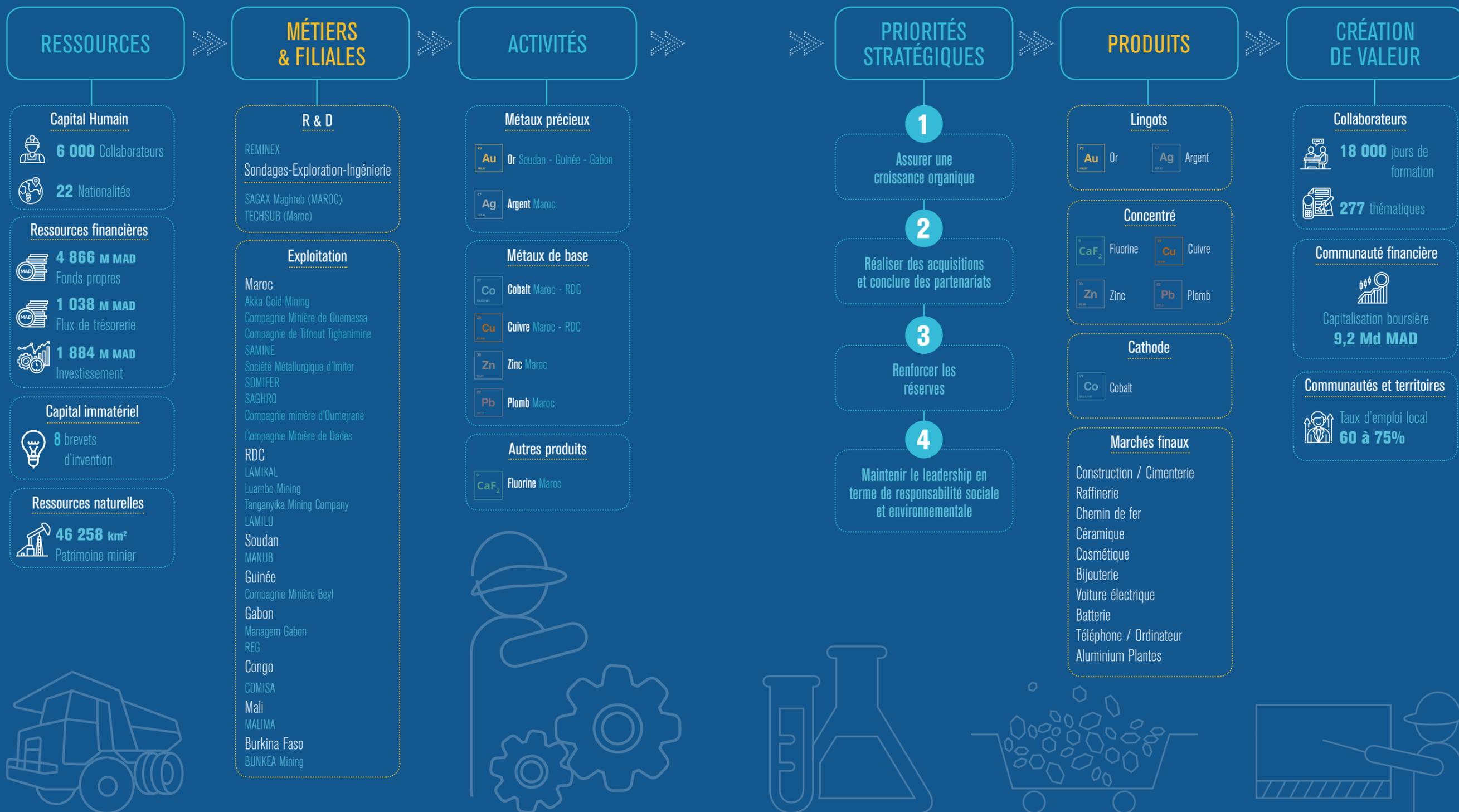
Depuis Février 2017, M. NAIMI est Directeur des achats, approvisionnement & logistique, chargé de mission auprès du Président Directeur Général.



MANAGEM, UN MODÈLE DE CRÉATION DE VALEUR À L'ÉCHELLE DU CONTINENT AFRICAIN

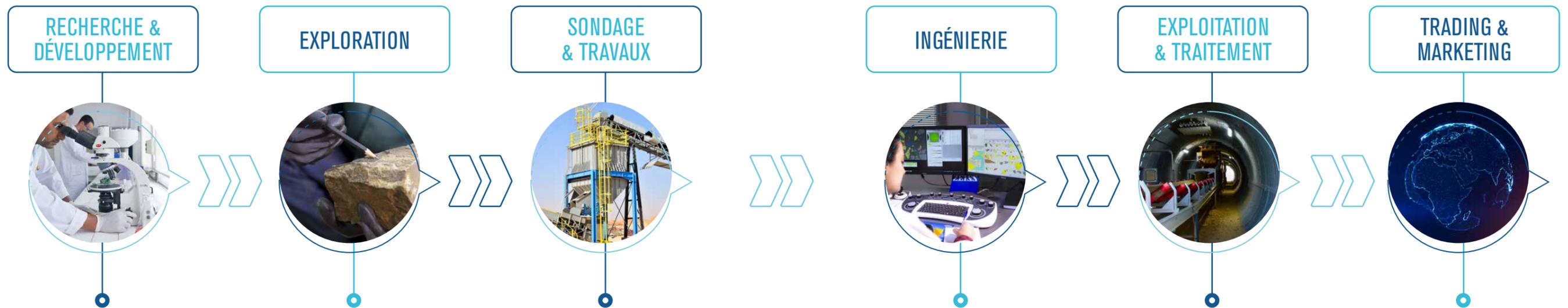
En tant qu'acteur majeur de l'industrie minière dans le continent et locomotive du développement économique de ses pays d'implantation, le Groupe Managem s'illustre par un modèle économique combinant la diversification géographique et l'exposition équilibrée à des métaux à forte valeur ajoutée et disposant d'un savoir-faire tout au long de la chaîne de valeur de l'industrie minière. L'envergure de ses opérations en font également un acteur clé dans le développement social et humain auprès de ses différentes parties prenantes.

1 - UNE PLATEFORME POUR LA VALEUR PARTAGÉE AU SERVICE DU CONTINENT



2 - UN GROUPE MINIER INTÉGRÉ

Fort d'un savoir-faire de plus de 90 ans dans l'exploration, le traitement et la valorisation des actifs miniers en Afrique, le Groupe Managem s'est construit une véritable expertise dans chaque composante de la chaîne de valeur de l'industrie minière. Sa maîtrise des différents aspects de l'activité minière et sa culture d'excellence opérationnelle en font une référence sur le plan continental et garantit une création de valeur durable.



Grâce aux efforts de ses différentes entités de recherche (filiales, centres), le Groupe détient plusieurs procédés industriels et brevets d'invention, résultats de nombreuses années de développement soutenu.

Avec sa démarche R&D, le Groupe met au point de nouveaux procédés d'amélioration des rendements et de nouveaux produits à travers un soutien technique et scientifique aux opérations. Les travaux en R&D permettent aussi au Groupe de répondre aux problématiques de traitement et de valorisation des mines et l'accompagne dans son ambition de développement durable, notamment à travers les solutions d'économie circulaire.

La mise en évidence des gisements et la définition de leurs géométries de minéralisation et de leurs indices miniers, est le fruit d'un ensemble de travaux de prospection et de reconnaissance faisant appel à des compétences en géologie, géochimie et en géophysique.

Le développement d'une expertise propre à Managem en matière d'exploration permet de capitaliser la connaissance des propriétés géologiques des différentes zones d'activités, aussi bien au Maroc qu'en Afrique sub-saharienne.

Conscient de l'importance des sondages dans l'optimisation des investissements en travaux minier, le Groupe s'est doté du savoir-faire nécessaire et des compétences requises, afin de conduire les reconnaissances de minéralisation dans les régions ciblées.

Tout en s'appuyant sur l'accompagnement de partenaires de renommée mondiale, le Groupe investit régulièrement dans les technologies avancées pour améliorer l'efficacité de sa démarche de sondage.

INGÉNIERIE



A travers ses filiales en charge de l'ingénierie, le Groupe dispose de plusieurs procédés industriels et techniques d'extraction et de traitement, résultats de nombreuses années de développement soutenu.

Le savoir-faire de Managem en « Ingénierie » couvre aussi bien la réalisation des études préalables à l'exploitation que les services de management de projet et d'assistance technique. Il contribue également aux efforts de prolongement de la durée de vie des mines.

EXPLOITATION & TRAITEMENT



Le Groupe Managem se distingue par sa maîtrise des différentes techniques d'exploitation en raison de sa connaissance profonde des différents milieux géologiques.

Par ailleurs, le Groupe est reconnu pour son expertise dans l'exploitation des gisements polymétalliques grâce aux efforts soutenus de R&D. Managem s'est également illustré par son procédé industriel en matière d'hydrométallurgie.

TRADING & MARKETING



Avec une présence au niveau des hubs mondiaux de trading des matières premières (Suisse, EAU), le Groupe se positionne au centre du négoce mondial des métaux et reste attentif aux paramètres qui influencent le cours mondial de ses produits.



UN ACTEUR RESPONSABLE ET DES ENGAGEMENTS SOLIDES

Conscient des enjeux de durabilité et de développement inclusif propres à son activité de groupe minier panafricain, Managem multiplie depuis plus de 20 ans les initiatives de développement durable et engagements citoyens. Sa détermination de faire du développement durable un pilier stratégique de son développement s'est illustrée par l'adoption d'une charte de développement durable en 2016 et son renouvellement en 2018.

La démarche inclusive qui caractérise le Groupe contribue à construire une confiance mutuelle avec ses différentes parties prenantes, portée par un dialogue permanent et des initiatives à fort impact.

1 - LA RSE COMME PRIORITÉ STRATÉGIQUE

Avec une nouvelle feuille de route, la dynamique RSE du Groupe prend une envergure importante pour tenir compte des enjeux actuels en matière de durabilité et d'impact environnemental, économique, social et sociétal, et pour être à la hauteur du développement de ses activités.

A travers une stratégie dédiée à l'amélioration de sa performance environnementale, le Groupe Managem déploie des solutions permettant à la fois la réduction de l'incidence environnementale de ses activités et l'amélioration de son efficacité opérationnelle.

La nouvelle charte RSE aborde également les nouveaux enjeux d'économie solidaire et d'entrepreneuriat social. A travers une série d'initiative, le Groupe propose et met en œuvre des solutions permettant la génération de revenus et d'emplois pour les populations des communes riveraines.

Sa présence en milieu peu desservi et en région enclavée appelle à une contribution significative pour réduire la vulnérabilité des habitants et à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Cette nouvelle démarche se présente ainsi comme l'aboutissement de plus de 20 ans d'engagement auprès des populations des communautés riveraines. Cet aboutissement se traduit désormais par un alignement de la démarche du Groupe en matière de responsabilité sur les principaux objectifs de développement durable découlant du Pacte Mondial de l'ONU.



UN ENGAGEMENT RECONNU ET RÉGULIÈREMENT PRIMÉ



Le Groupe Managem fait partie de l'indice ESG 10 de la Bourse de Casablanca, composé d'entreprises marocaines conformes aux 38 critères et répondant à plus de 330 indicateurs de responsabilité environnementale, sociale et sociétale et aux règles de gouvernance de Vigeo Eiris.



Depuis 2016, Managem figure dans le palmarès Vigeo Eiris « Best Emerging Market Performers » rassemblant plus de 800 sociétés cotées dans 31 pays émergents ou en développement



Managem maintient sa position dans le Palmarès des « Top performers » saluant les efforts déployés dans l'intégration des pratiques de responsabilité sociale dans la stratégie d'entreprise.



En 2011, la CGEM (confédération générale des entreprises du Maroc) a délivré à CTT, filiale du Groupe Managem, le label RSE. Depuis, cette reconnaissance est régulièrement renouvelée et en 2019, huit entités du Groupe ont reçu le Label (Managem, Akka, CMG, CTT, Reminex, Samine, SMI et Techsub).



La société Managem et neuf de ses filiales sont certifiées selon la norme ISO 26000



11 filiales du Groupe Managem sont certifiées ISO 14001 attestant du respect des exigences relatives aux systèmes de management environnemental

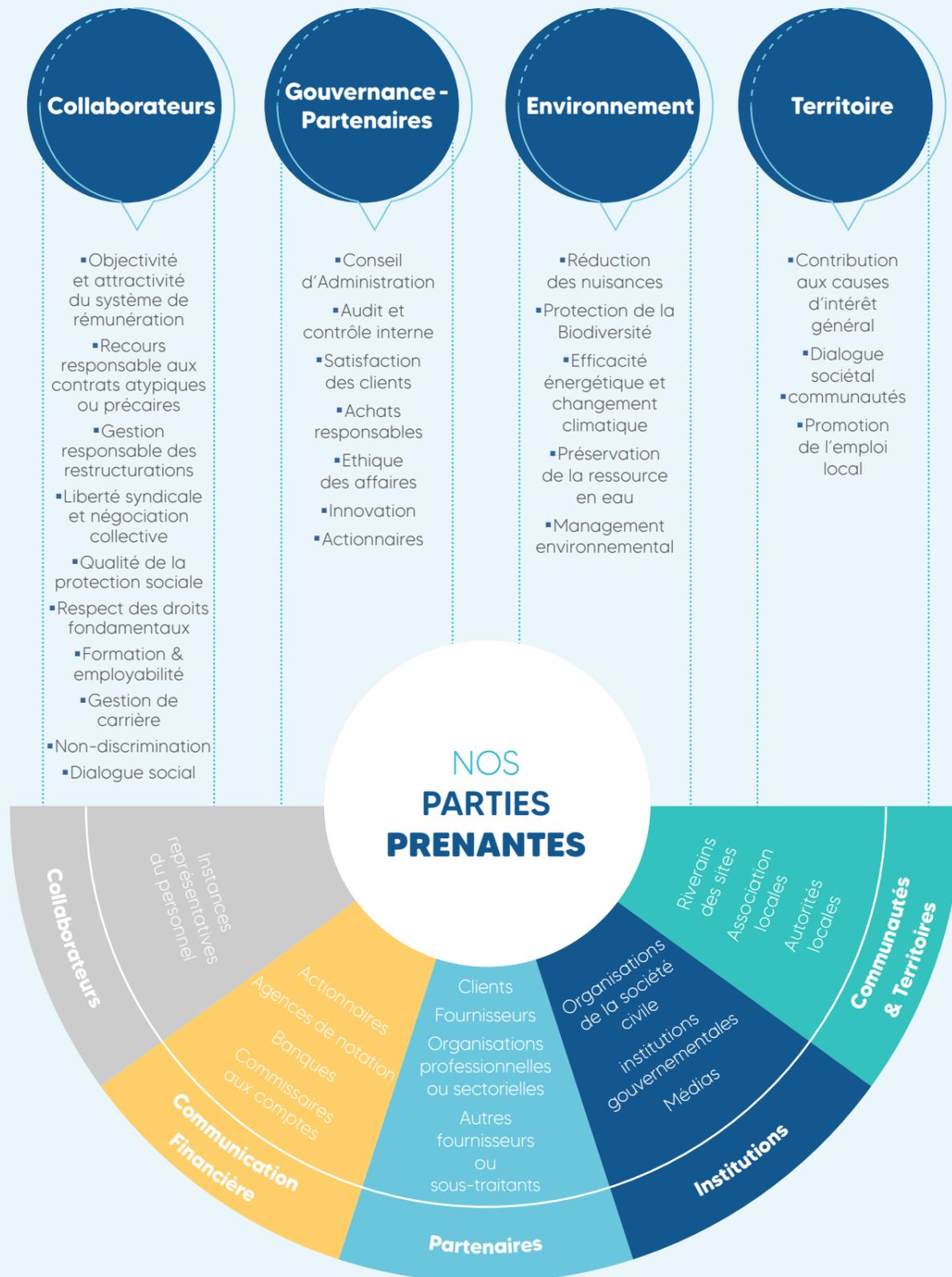


10 filiales du Groupe sont certifiées ISO 18001 en reconnaissance de leurs engagements en matière de gestion de la santé et la sécurité au travail



7 filiales du Groupe sont conformes aux normes ISO 9001 portant sur les engagements de management de la qualité

ENJEUX DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE, SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE DU GROUPE MANAGEM



LES VALEURS DE MANAGEM

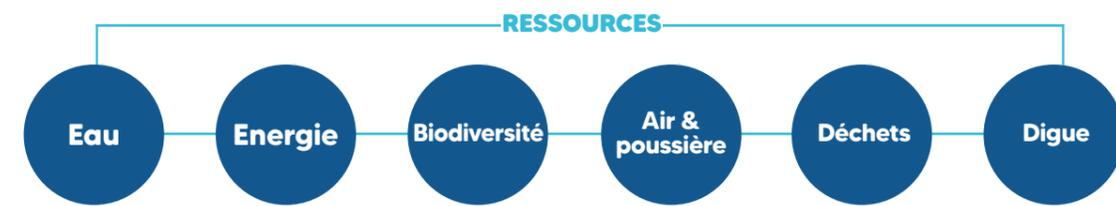
Engagement Audace Bienveillance Intégrité



2 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES

Grâce à la maturité de ses activités, le Groupe Managem dispose d'une vue d'ensemble sur l'impact de chaque composante de sa chaîne de valeur sur l'environnement. Le Groupe a institutionnalisé ses acquis et dispose d'une approche systémique de ses opérations minières, grâce à l'implication directe des organes dédiés à l'environnement et à la protection des ressources à différents niveaux de l'organisation et de la gouvernance (Comité Pilotage Environnement, Comité Réputation, Risques et RSE).

L'engagement en faveur de l'environnement est mis en œuvre dans les opérations quotidiennes des équipes de Managem. Avec l'appui régulier d'experts et de responsables techniques, les unités de production veillent au respect strict de la démarche définie par le Groupe, aussi bien à travers l'optimisation des processus de production qu'à travers le déploiement des solutions d'économie des ressources.



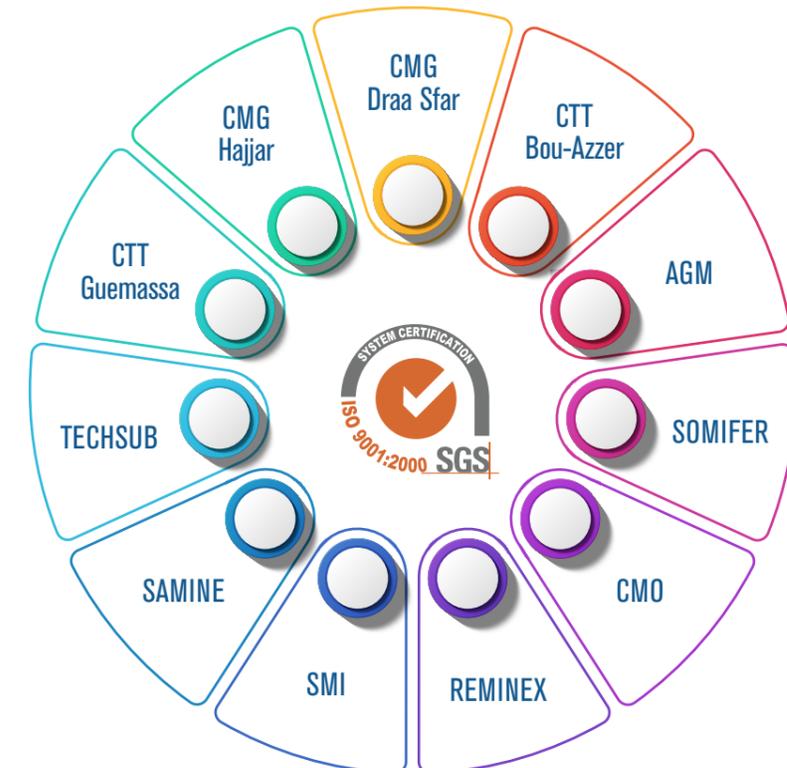
Chaque année, le Groupe s'attèle à relever le défi de la protection de l'environnement et des ressources relatif à un des aspects de son activité.

Après avoir réussi l'amélioration significative de son mix énergétique et le succès de ses actions de recyclage pour l'économie des ressources hydriques, Managem a mis l'accent sur la gestion et l'exploitation des digues des rejets miniers du site d'Imiter. Cette mesure récente a permis d'améliorer significativement l'empreinte écologique des activités du Groupe.

En 2019, le Groupe a également poursuivi ses actions en faveur de la protection

de la biodiversité, grâce notamment au renforcement du programme de reboisement des sites de la mine de Bakoudou au Gabon, visant sa réhabilitation totale à horizon 2020. En parallèle aux initiatives de réhabilitation du site, le Groupe contribue à la mise en place d'un circuit de distribution d'eau potable en faveur des villages avoisinants et accompagne plusieurs coopératives agricoles pour la création d'activités génératrices de revenus.

Ces initiatives, mises en œuvre sous l'encadrement des autorités gouvernementales, ont également recueilli l'entière satisfaction des parties prenantes au niveau du site de Bakoudou.



3 - PRÉSERVATION DU CAPITAL HUMAIN ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Bâtir une culture de la santé et la sécurité au travail

Avec l'adoption en 2019 d'une nouvelle charte Santé & Sécurité au Travail, le Groupe Managem réaffirme sa détermination à préserver la Santé et la Sécurité de ses équipes et à assurer un environnement de travail sain. Cette nouvelle charte positionne les règles de sécurité au cœur des priorités du Groupe et en fait une composante de sa culture d'entreprise



Signée par les membres du Comité de Direction et les Directeurs des Opérations des sites, cette nouvelle charte a recueilli l'adhésion complète des forces vives du Groupe.

A travers des engagements forts et la responsabilisation de chaque composante du capital humain, Managem a pris l'initiative d'entamer un profond changement de la culture de vigilance et de prévention. Cette ambition s'est traduite durant les deux dernières années par un effort soutenu en formations spécifiques aux risques miniers et un coaching des équipes de chaque site, afin de décliner les standards de Sécurité dans les différents aspects de leurs opérations de tous les jours.

Les enjeux de Santé & Sécurité au Travail ont également été introduits dans la gouvernance du Groupe et celle de ses activités, avec la mise en place du Comité Safety. Celui-ci définit le plan stratégique de la démarche SST et pilote les risques opérationnels en assurant le suivi des Comités SST au niveau des filiales.

L'écosystème de Managem a aussi pris part à l'adoption de sa nouvelle démarche SST. Les sous-traitants sont aussi appelés à s'aligner sur le référentiel mis en place et à s'engager aux respects des règles établies.



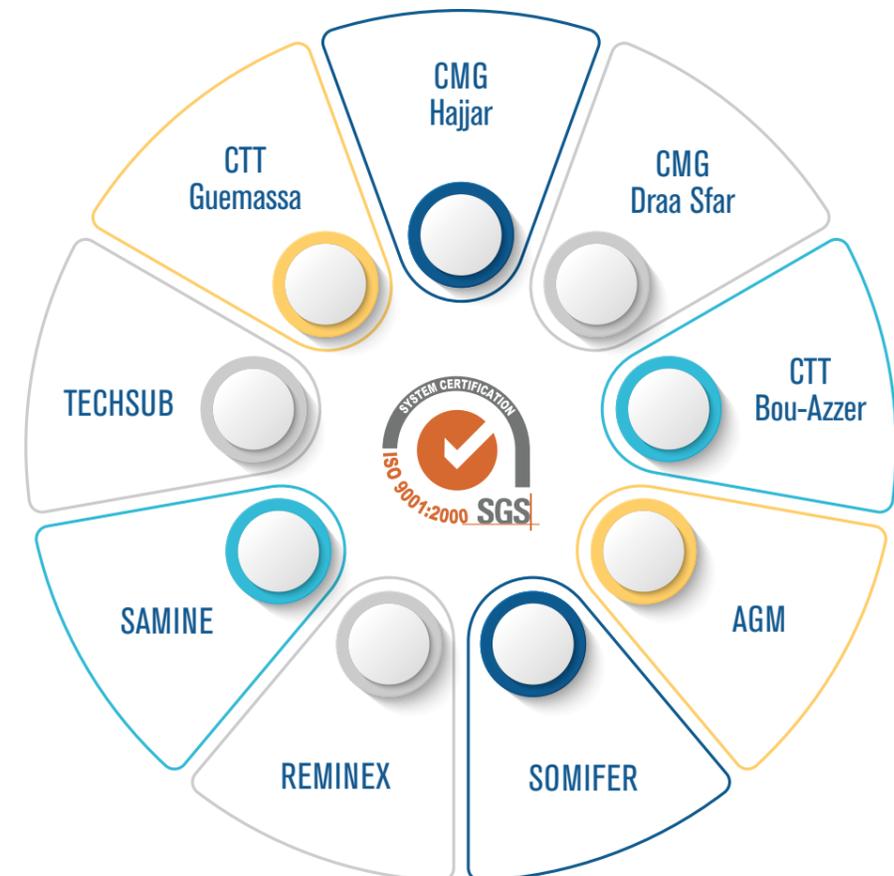
SÉCURITÉ = RESPECT
De soi - Des autres - Des règles

FORMATION SANTÉ & SÉCURITÉ AU TRAVAIL
6 600 HEURES

FOCUS

Journée de sensibilisation à la CTT Bou-Azzer

C'est sous le thème « **La sécurité est la responsabilité de tous** » que le Groupe a organisé une journée de sensibilisation, réunissant plus de 2 400 personnes au sein de la mine de Bou-Azzer, des unités d'hydrométallurgie et du centre de recherche. Les équipes ont ainsi pris conscience des enjeux de Santé & Sécurité au Travail à travers des ateliers de formation, des simulations et étude de cas réels. Cette journée était également l'occasion de renforcer la cohésion des équipes, premier maillon d'une culture de vigilance efficace.



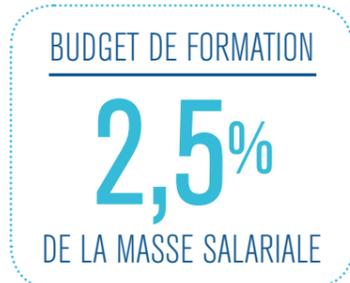
Développer le savoir-faire de notre capital humain



Le développement des compétences et la formation des équipes revêtent une importance capitale dans l'industrie minière et en particulier pour un acteur intégré, tel que le Groupe Managem. L'évolution technologique qui transforme en profondeur l'industrie appelle à une mise à niveau régulière des techniques et des compétences.

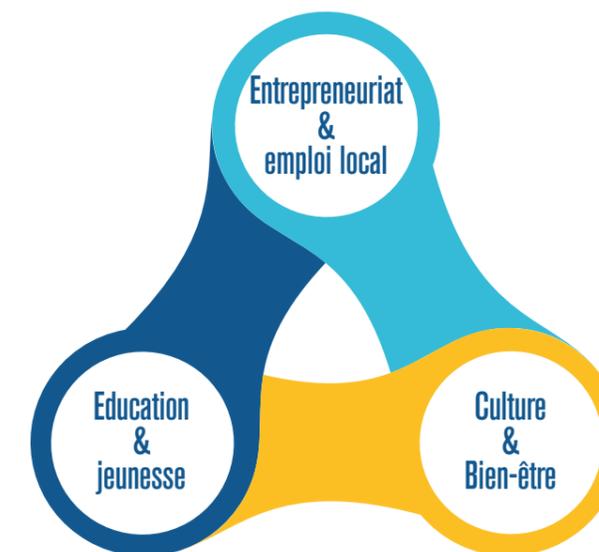
Le Groupe s'est ainsi doté d'une politique de formation visant notamment à assurer un transfert du savoir-faire et à former aux nouvelles technologies de l'industrie et aux exigences de la santé et la sécurité au travail.

La dynamique de développement des compétences est portée par Managem Academy qui ouvre les portes de la formation à toutes les équipes du Groupe à travers des parcours modularisés, des parcours qualifiants et des formations continues. Le Groupe a construit un écosystème composé d'institutions de formation nationales de premier plan.



4 - IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Axes stratégiques de l'impact socio-économique et du développement humain dans les régions d'activité de Managem



Conscient de son rôle de locomotive de l'économie dans ses régions d'activité, le Groupe Managem a adopté une véritable politique de développement humain avec un impact socio-économique positif. A travers une démarche participative, le Groupe insuffle la dynamique de développement auprès des communautés riveraines en ciblant trois axes stratégiques, visant à valoriser les potentialités locales, à créer des externalités positives généralisées, à encourager l'inclusion des communautés riveraines et atténuer la dépendance et la précarité des individus.

1

Entrepreneuriat & emploi local

Déterminé à créer des externalités positives dans ses zones d'activité, le Groupe a mis en place une stratégie visant à intégrer les entreprises locales dans son écosystème de sous-traitants et a mis en place une politique de recrutement parmi la population locale. Managem participe également à l'émergence d'initiative d'entrepreneuriat social, à l'image de la coopérative de tissage de tapis de Taznakht autour de la mine de Bouazzer.



FOCUS

Campus Managem

Développer les Soft Skills et le leadership des équipes

Lancé en 2019, la première édition du Campus Managem a porté sur le développement des compétences techniques et l'acquisition des Soft Skills.



FOCUS

Managem Graduate Program

Attirer les nouveaux talents

Le Groupe a mis en place ce cycle de formation destiné aux nouvelles recrues. Celui-ci compte 16 modules sur une période de 6 mois à raison de 4 jours de formation par mois pour un total de 1 500 heures. Durant cette année, 16 nouvelles recrues ont bénéficié du programme et ont profité de 1 500 heures de formation animée par des experts du Groupe.

2

Education & Jeunesse

En partenariat avec INJAZ AL MAGHRIB, le Groupe Managem a élaboré une série de programmes destinés à sensibiliser les collégiens à l'entrepreneuriat (**IT'S MY BUSINESS**), à renforcer les capacités entrepreneuriales des communautés (**COOPER UP**) et à faire découvrir le fonctionnement de l'économie locale aux élèves des écoles primaires (**Jamaati**).

En parallèle à ces initiatives, Managem contribue activement au développement des infrastructures éducatives de ses zones d'activités et à limiter la déperdition scolaire dans les écoles.



BÉNÉFICIAIRES DES PROGRAMMES
INJAZ AL MAGHRIB

+900 / 22

ÉLÈVES / COOPÉRATIVES

BÉNÉFICIAIRES DES OPÉRATIONS
DE TRANSPORT SCOLAIRES

2 000

ELÈVES

3

Culture & bien être

Le Groupe Managem veille à améliorer les insuffisances en infrastructure de base de ses régions d'activité, contribuant ainsi au bien-être de ses populations. Durant cette année, Managem a poursuivi ses efforts de rapprochement de l'offre sanitaire aux zones désenclavées, à travers les caravanes médicales et les campagnes de soins. La réhabilitation des routes et le désenclavement des villages demeurent une impérative pour le Groupe. En partenariat avec les autorités locales, Managem a réhabilité plus de 60 km de pistes et route, permettant ainsi le passage des personnes et des biens et l'accès aux services essentiels (écoles, centres de santé, marchés hebdomadaires).

CARAVANES MÉDICALES

16

COMMUNES BÉNÉFICIAIRES

20

FOCUS

Cooper Up

Une initiative pour développer les compétences des coopératives

Lancé en 2019, en partenariat avec Injaz Al Maghrib, le programme Cooper-Up ambitionne de consolider les bases de l'économie rurale et solidaire dans la région d'Imiter. Durant cette année, l'initiative a bénéficié à 22 coopératives et associations totalisant plus de 900 individus, des régions de Draa Tafilalet et de Marrakech-Safi et a permis de former 16 conseillers bénévoles. Les différentes structures accompagnées disposent désormais des bases de la gestion des entreprises, dont l'activité devrait bénéficier à leurs membres et créer de la valeur ajoutée durable pour leur communauté.



TÉMOIGNAGE

Fatiha EL GHADARI

Présidente de la coopérative
« Tasmoumte El-Fellahia » et de la GIE
« UNION DE BLEIDA »

Après la création de la coopérative "Tasmoumte El-Fellahia" le 08/08/2018, elle a bénéficiée de plusieurs ateliers de formation encadrés par le groupe Managem et l'association Injaz Al Maghrib dans le cadre du programme Cooper up.

Grâce à ce programme, la coopérative a réussi à acquérir une large expérience sur différents aspects organisationnels, juridiques et financiers, par le biais d'un suivi de qualité de la part des collaborateurs bénévoles de Managem. Cet accompagnement nous a permis également de progresser avec la création d'un groupement de coopératives « L'Union de BLEIDA » et d'être un acteur de l'économie sociale et solidaire de la région.



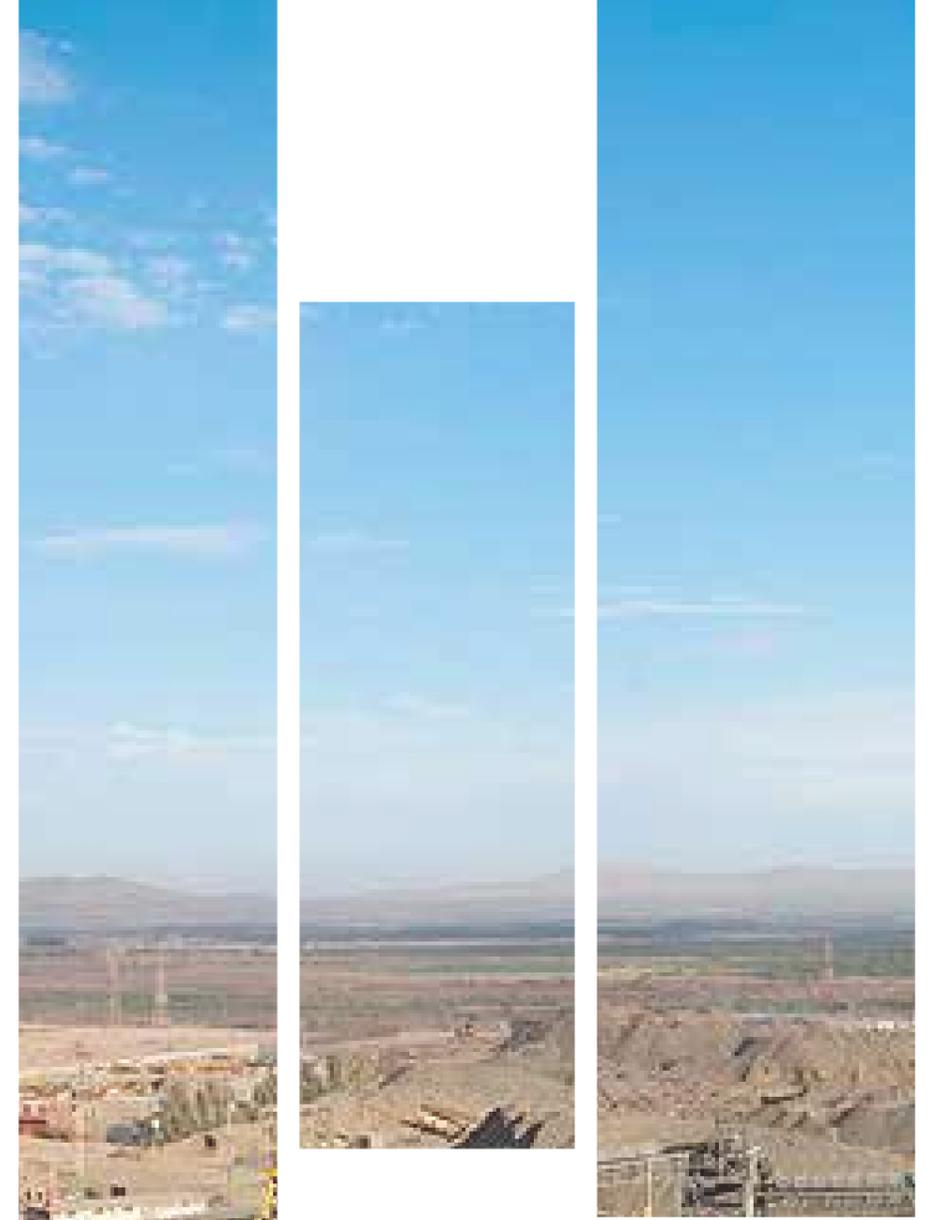
FOCUS

Ouaklim

Équipement de puits d'eau potable en système de pompage solaire

En partenariat avec l'INDH, Managem a équipé en système de pompage à l'énergie solaire 10 villages au niveau de la commune de Ouaklim. Réalisé en concertation avec les associations locales de gestion de l'eau potable, ce projet a permis de diffuser l'usage des énergies renouvelables auprès des populations et d'assurer leur approvisionnement en eau potable, à moindre coût.





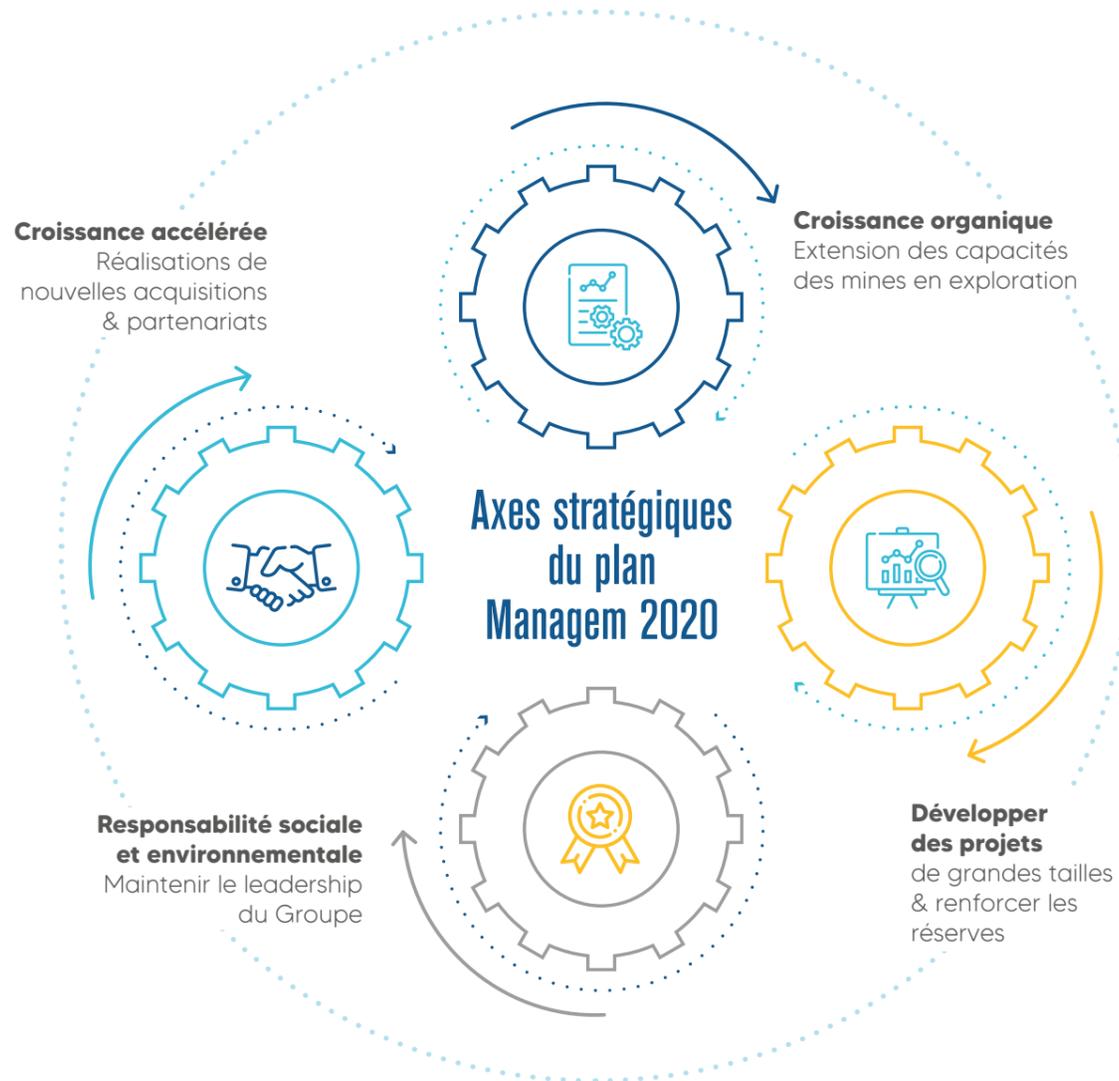
UNE STRATÉGIE ÉQUILBRÉE POUR UNE CROISSANCE DURABLE

Tout au long de ses 90 ans d'activité le Groupe Managem a évolué selon une démarche stratégique mûrement réfléchie, visant à assurer l'équilibre de son portefeuille d'activité et la durabilité de la valeur créée. En 2016, le Groupe a adopté le plan Managem 2020, qui tient compte des enjeux futurs de l'industrie minière et de son positionnement dans le paysage minier en Afrique.

1 - MANAGEM 2020, POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABLE

Initié en 2016, le plan Managem 2020 visait à donner un nouvel élan aux différentes activités, à doter le portefeuille des actifs d'une configuration plus équilibrée entre les différents métaux et surtout positionner le Groupe comme acteur clés des métaux à forte valeur ajoutée en Afrique. Ce plan est également l'aboutissement d'une volonté bien enracinée dans les valeurs du Groupe, celle de contribuer au développement économique,

social et humain de ses régions d'activité. En effet, le plan Managem 2020 a été construit et déployé à travers 4 axes stratégiques, il capitalise sur le savoir-faire développé par le Groupe au Maroc depuis plus de 90 ans et en Afrique Sub-Saharienne depuis plus de 20 ans. Il vise également à consolider le capital confiance dont il dispose, en renforçant son leadership en matière de responsabilité sociale et environnementale.



En parallèle à ses axes de développement et compte tenu de la dynamique ayant marqué l'industrie minière de manière générale et l'activité minière en Afrique Sub-Saharienne, Managem s'est fixé comme objectif l'excellence opérationnelle pour se prémunir contre la volatilité des cours. A ce titre, le déploiement de sa stratégie de croissance s'est appuyé

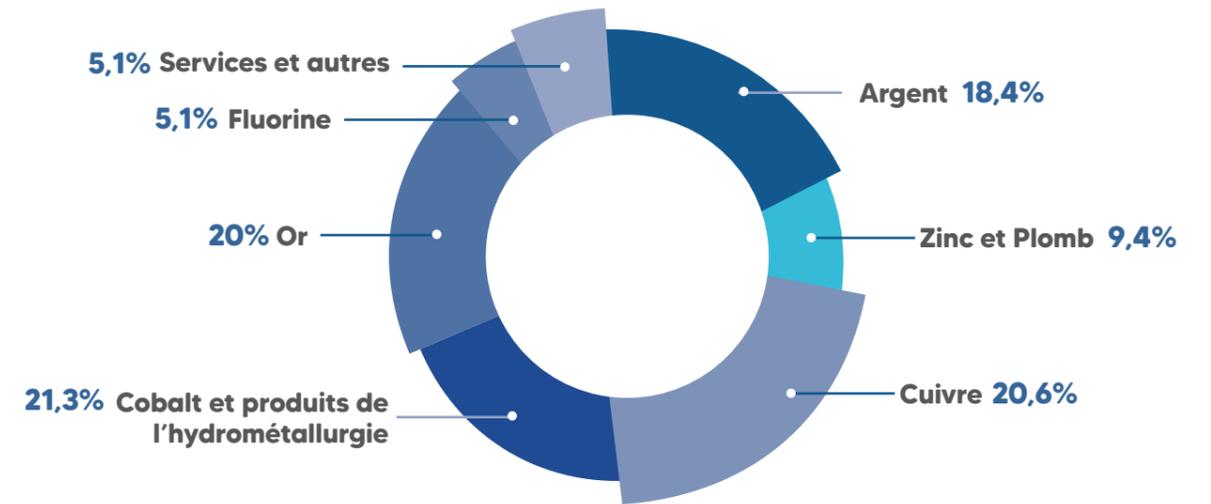
sur les nouvelles technologies dans le cadre des travaux de sondage et d'exploration. La dynamique de Recherche & Développement s'est également renforcée par le recours croissant aux dernières technologies telles que l'intelligence artificielle DNN et la Machine Learning pour augmenter la probabilité de découvertes de nouveaux gisements.

2 - UN PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DIVERSIFIÉ ET À FORTE VALEUR AJOUTÉE



Maroc Opérations et projets en développement
 Soudan Opérations et projets en développement
 Guinée Projets en développement
 Gabon Projets en développement
 RDC Projets en développement
 Mali Exploration
 Burkina Faso Exploration
 Côte d'Ivoire Exploration
 Éthiopie Exploration

Répartition du chiffre d'affaires 2019 par métal



Activités	Stade	Ressources minérales (Mesurées & Indiquées)	Réserves minérales* (Prouvées & Probables)
Or			
Soudan	Exploitation / Exploration	2 903 Koz	1 581 Koz
Guinée - Tri-k	Exploration / Construction	2 044 Koz	1 143 Koz
Gabon - Eteké	Exploration	458 Koz	-
Argent			
Maroc - Imiter	Exploitation	5 974 TM	4 743 TM
Maroc - Guemassa	Exploitation	539 TM	326 TM
Maroc - Tizert	Exploitation	1 684 TM	-
Cobalt			
Maroc - Bou Azzer	Exploitation	16 000 TM	13 779 TM
RDC - Pumpi	Exploration / Construction	95 000 TM	-
Fluorine			
Maroc - EL Hammam	Exploitation	342 000 TM	205 000 TM
Cuivre			
Maroc - Akka	Exploitation	119 000 TM	45 914 TM
Maroc - Oumejrane	Exploitation	85 000 TM	32 924 TM
Maroc - Tizert	Exploration	731 000 TM	-
Maroc - Bleida	Exploration	97 000 TM	60 700 TM
Maroc - Guemassa	Exploration	93 000 TM	59 000 TM
Maroc - Bouskour	Exploration	237 000 TM	144 900 TM
RDC - Pumpi	Exploration / Construction	640 000 TM	-
Plomb			
Maroc - Guemassa	Exploitation	232 000 TM	136 000 TM
Zinc			
Maroc - Guemassa	Exploitation	599 000 TM	413 000 TM

*Les réserves sont incluses dans les ressources.



2019, UNE ANNÉE CLÉ DANS LE DÉPLOIEMENT DES PROJETS STRATÉGIQUES

Avec un portefeuille diversifié en termes de métaux produits et équilibré en termes de stade d'avancement et de maturité, le Groupe Managem dispose de plusieurs leviers permettant la réalisation de ses ambitions stratégiques à moyen terme. Durant l'année 2019, le Groupe a enregistré des avancées majeures, et ce en dépit du contexte mondial peu porteur et de la conjoncture difficile propre à certaines zones d'activités. Cette démarche permet à la fois une allocation optimale des ressources, matérielles, humaines et financières et un renouvellement régulier des réserves.

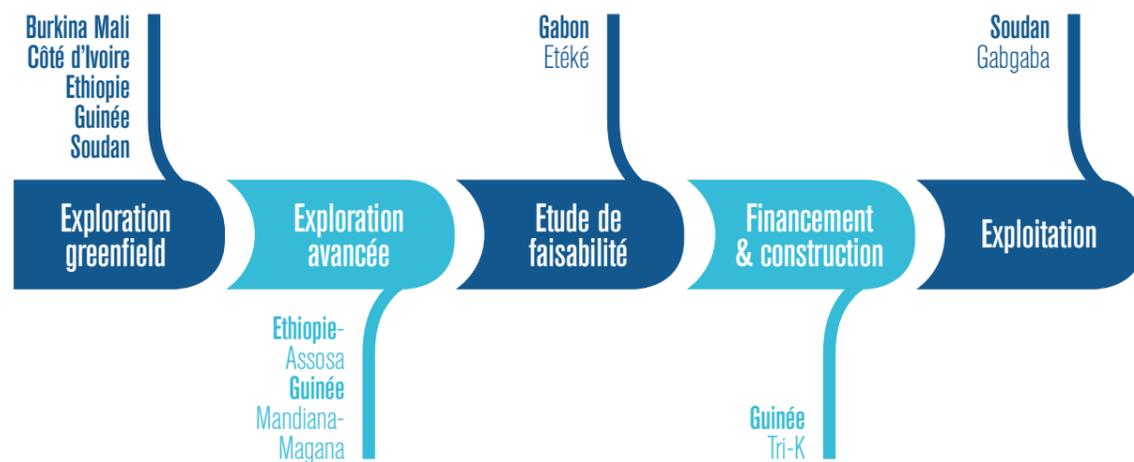


1 - MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ACTIVITÉ OR

Déterminé à se positionner parmi les plus importants producteurs d'Or de taille intermédiaire au niveau du continent, le Groupe Managem a donné un nouvel élan à son activité aurifère durant les dernières années. Les ambitions formulées dans le cadre du Plan Managem 2020 se sont traduites par le déploiement d'une stratégie combinant exploration greenfield et acquisition de projets en exploration avancée.

En 2019, la démarche du Groupe Managem s'est matérialisée par une montée en puissance de l'activité Or, grâce à l'aboutissement des travaux au niveau de son projet au Soudan et à la mise en évidence d'importantes réserves en Guinée. Managem a également renforcé son portefeuille de permis au niveau de plusieurs régions disposant d'un environnement géologique adéquat et d'une minéralisation aurifère avérée.

PROJETS AURIFÈRES



Démarrage réussi de l'activité Or au Soudan

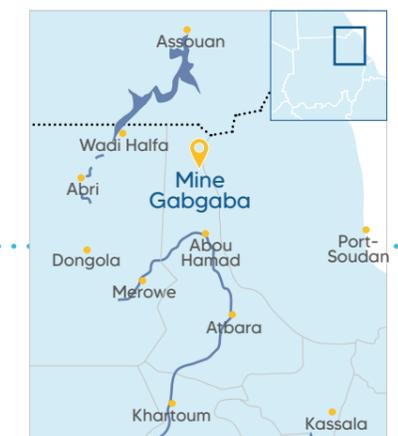
Au Soudan, le Groupe dispose de trois blocs : bloc 9, 24 et 15, totalisant une superficie de 14 479 Km². Les travaux d'exploration réalisés durant l'année 2019 ont permis la découverte de 10 gisements au niveau du bloc 15 et l'exploitation du gisement de Gabgaba au niveau de ce bloc. Ces travaux ont également révélé 40 cibles d'exploration avancée réparties entre les différents blocs.

L'exploration du bloc 15 a permis l'identification de Ressources Minérales Mesurées et Indiquées de l'ordre de 2,9 millions Oz d'une teneur de 1,46 g/t et de 1,64 millions Oz de Ressources Minérales Inférées d'une teneur de 1,33 g/t.



Conforté par les ressources importantes au niveau de ses zones d'exploration, Managem a renforcé durant cette année, les capacités de traitement de minerai de son unité de production au niveau du bloc 15, en la portant à 2 400 T/jour pour une capacité de production de 65 000 Oz par an.

Ces efforts se sont traduits par une augmentation significative de la production d'Or au Soudan (1 907 Kg en 2019 vs. 596 kg en 2018), malgré les complexités d'ordre opérationnel et administratif et le contexte géopolitique ayant marqué le Soudan durant l'année 2019.



Fiche de la mine Gabgaba

Nature du gisement : Orogenic Gold Deposit
Ressources totales : 2 903 Koz
Réserves totales : 1 581 Koz
Capacité de production : 65 000 Oz/an
Exploitation : décapage du stérile et ouvertures des pistes d'accès suivi de l'extraction des couches minéralisées
Traitement : processus de lixiviation par CIL

Tri-K, un patrimoine minier de grande envergure

Situé au Nord-Est de la Guinée, dans la préfecture de Mandiana, le projet Tri-K consiste en deux gisements avec un contexte géologique et structural identique à celui de gisements reconnus de rang mondial au niveau de la région. Les travaux d'exploration réalisés par les experts indépendants et complétés par l'exploration entreprises par les équipes de Managem ont mis en évidence le potentiel aurifère du projet. Celui-ci s'établit à 2 044 K Oz de ressources minérales mesurées et indiquées d'une teneur de 1,64 g/t d'Or.

Confiant en le potentiel aurifère important de la région, Managem a augmenté considérablement son portefeuille de permis, en réalisant l'acquisition d'un projet avancé à proximité du Tri-K avec une usine de production en cours de construction. Le Groupe dispose désormais de 2 licences minières, 12 permis d'exploration et détient également un permis d'exploitation, à travers la filiale SMM (Société des Mines de Mandiana), conjointement avec la SOGUIPAMI (Société Guinéenne du Patrimoine Minier).

Le Patrimoine minier de Managem en Guinée s'élève désormais à 984 Km². Son positionnement au niveau d'une région prometteuse, le bassin birrimien de Siguiri et les perspectives encourageantes de ce patrimoine ont favorisé le lancement d'un programme d'exploration brownfield et greenfield et le déploiement de nouvelles technologies d'exploration (deeping radar, géochimie ionique) et l'introduction du traitement par machine learning.

En 2019, le Groupe Managem a finalisé la prise de contrôle totale de la JV portant le projet Tri-K et a mis en place le financement de l'exploitation du projet avec un budget estimé à 176 M USD qui permettra la production annuelle de 120 000 Oz (3,5 tonnes).



Fiche de la mine Tri-K

Nature du gisement : Orogenic Gold Deposit et Intrusion Related Gold Deposit
Ressources totales : 2 044 Koz
Réserves totales : 1 143 Koz
Capacité de production : 120 000 Oz/an
Exploration : décapage du stérile et ouvertures des pistes d'accès suivi de l'extraction des couches minéralisées
Traitement : processus de lixiviation par CIL



2 - UNE NOUVELLE DIMENSION POUR L'ACTIVITÉ ARGENT

Après plus de 50 ans d'activité, la mine d'Imiter a enregistré, durant les dernières années, un recul de la teneur d'Argent. La valorisation des rejets miniers stockés dans les digues s'est présentée comme une véritable opportunité permettant de compenser la baisse de la teneur par une augmentation des volumes traités. Ce choix stratégique ouvre également la porte à Managem de mettre en œuvre sa stratégie de développement responsable en réduisant son empreinte écologique.

L'effort de Recherche & Développement consenti tout au long de la chaîne de valeur du Groupe a contribué à la réalisation d'un projet de traitement des digues avec une capacité de production d'environ 30 TM/an d'argent. En 2019, le projet de la digue a permis la production de 19 TM, un niveau de production qui permettra d'accompagner les efforts d'exploration, greenfield et brownfield et ainsi que la mise en évidence de nouveaux gisements, en ligne avec les orientations stratégiques du Groupe.

3 - CONSOLIDATION DE L'ACTIVITÉ MÉTAUX DE BASE

Managem détient désormais deux gisements de taille mondiale pour le Cuivre et le Cobalt, au Maroc et en RDC. Les perspectives prometteuses des travaux d'exploration conduits au Maroc au niveau de Tizert ont mis en évidence un important potentiel pour les minéralisations cuprifères de la région. Par ailleurs, le savoir-faire du Groupe Managem en hydrométallurgie et son expertise dans la mise en valeur de projets miniers polymétalliques ont contribué durant cette année à renforcer ses positions dans les métaux de base.



Déploiement de la phase construction du projet Pumpi

Dans une zone reconnue pour abriter l'une des plus importantes réserves de Cuivre au Monde, le Groupe Managem a démarré la construction d'un complexe minier, en partenariat avec le Groupe chinois Wanbao Mining. Ce projet d'envergure est constitué de 32 permis d'exploitation couvrant un patrimoine minier de 25,6 km². Les propriétés géologiques de la région augurent d'un important potentiel pour prolonger la durée de vie du projet.

A l'issue de l'étude de faisabilité et des travaux d'exploration réalisés, les cinq gisements principaux du projet ont révélé des ressources minérales de 640 000 tonnes métal en Cuivre à une teneur de 2,35% avec des ressources minérales associées de 95 000 tonnes métal en Cobalt à une teneur de 0,39%. Au niveau des ressources inférées, le projet Pumpi dispose de 36 600 tonnes en Cuivre à une teneur de 1,86% et 6 200 tonnes métal en Cobalt à une teneur de 0,33%.

Le déploiement réussi de la construction du complexe minier durant cette année, permettra au Groupe de renforcer sa production à partir de 2020, avec une capacité annuelle cible de 45 000 tonnes pour le Cuivre et de 5 000 tonnes pour le Cobalt.



Fiche de la mine Pumpi

Ressources totales :
 - Cuivre : 640 000 tonnes
 - Cobalt : 95 000 tonnes
Capacité de production :
 40 000 tonnes de Cuivre
 et 5 000 tonnes de Cobalt par an
Traitement : Concassage, broyage
 et hydrométallurgie



Avancée significative du projet cuprifère de Tizert

Situé dans un domaine propice aux minéralisations cuprifères, le projet Tizert est composé de 4 permis d'exploitation couvrant une superficie de 16 km² pour chaque permis. Les divers travaux d'exploration préliminaire et de sondage initiés depuis 2011 ont permis de mettre en évidence d'importantes ressources, 731 000 tonnes métal contenu en Cuivre

d'une teneur de 0,90%. A l'issue de l'étude de pré-faisabilité réalisée en 2018 et définissant la méthode d'exploitation optimale, Managem a lancé l'étude de faisabilité en 2019. La livraison de l'EDF est prévue pour le dernier trimestre de 2020. Avec le démarrage de la construction de l'unité de traitement prévu en 2021 et le démarrage de la production en 2023, le Groupe Managem sera en mesure d'accompagner la demande croissante pour ce minerai stratégique pour plusieurs industries.



Fiche de la mine Tizert

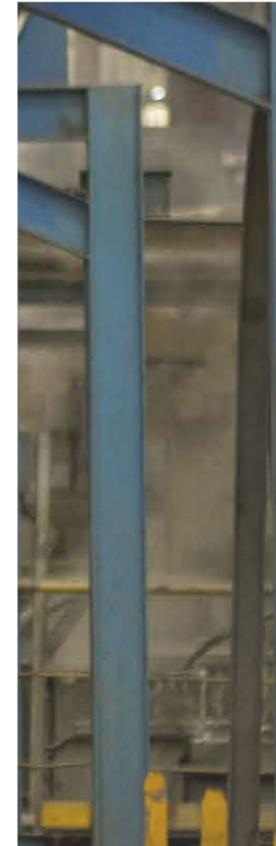
Nature du gisement : sediment hosted stratiform copper deposit
Ressources totales :
 - Cuivre : 731 000 TM
Capacité de production :
 120 000 t/an de concentré de Cuivre
Traitement : Par GIL

Renforcement des réserves polymétalliques de CMG

A travers la filiale CMG, Managem dispose d'un large domaine dans les provinces métallogéniques de Jebilet-Haouz et Guemassa pour la production du Zinc et du Plomb. Un programme d'exploration pluridisciplinaire réalisé durant cette année a conclu l'existence d'une continuité naturelle des gisements, permettant de rallonger la durée de vie des gisements.

Durant cette année, le Groupe a déployé un programme ambitieux d'exploration Greenfield pour la région de Jebilet, combinant les méthodes de géophysiques aéroportées, la technologie Remote Sensing, la géophysique au Sol et le traitement par intelligence artificielle. Au niveau de Draa Sfar, le programme d'exploration a porté sur des sondages, tandis qu'au niveau du gisement de Koudiat Aicha, le Groupe a entrepris des forages carottés de certification et des travaux de géophysique aéroportée.





PERFORMANCES ET RÉALISATIONS EN 2019

Dans un contexte mondial marqué par une forte défiance géopolitique et une incertitude économique, le marché des matières premières et des métaux plus particulièrement a connu une forte volatilité durant l'année 2019. Avec une croissance économique ne dépassant pas 3%, la demande pour les métaux de base a fortement reculé, entraînant une baisse des cours de plusieurs métaux sur l'ensemble de l'année.

Ce même contexte a profité positivement à l'activité métaux précieux, dont les cours des principaux produits (Or et Argent) ont sensiblement augmenté par rapport à l'année précédente. Face à cette conjoncture, le Groupe Managem a poursuivi le déploiement de ses priorités stratégiques tout en calibrant ses opérations sur la conjoncture sectorielle.

1 - REVUE DES ACTIVITÉS

La diversification du portefeuille d'actifs minier qui caractérise Managem a permis d'enregistrer une performance positive sur l'ensemble de l'année et ce en dépit de la conjoncture ayant marqué les cours des principaux métaux produits par le Groupe.

OR

Cours moyen 2019	Cours moyen 2018	Evolution 2019/2018
1 392 USD/Oz	1 269 USD/Oz	+10%

CONTEXTE

Le cours de l'Or durant l'année 2019 a évolué dans un contexte économique de faible croissance mondiale sur fond de tension géopolitique au Moyen-Orient et en Libye, de guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis et des tensions liés au Brexit. Parallèlement à cette conjoncture, les prix

de l'Or ont été fortement influencés par les décisions des banques centrales de renforcer leurs réserves d'Or et par les baisses consécutives du taux directeur de la Fed.

Des éléments structurels ont aussi contribué à la hausse du cours de l'Or durant 2019, notamment le déficit de l'offre en Or estimé à 232 tonnes, dû à la chute de production mondiale de 11%.

FAITS MARQUANTS & RÉALISATIONS

Au Soudan :

- Renforcement des capacités de traitement de notre unité industrielle au niveau du bloc 15, en la portant à 2 400 T/jour avec une capacité de production de 65 000 Oz par an. Ces efforts se sont traduits par une augmentation significative de la production de l'Or sur le site de Gabgaba (1 907 Kg en 2019 vs. 596 kg en 2018), malgré les complexités opérationnelles et le contexte géopolitique qu'a connu le Soudan en 2019.
- Production de 1 907 Kg d'or grâce au commissioning de la nouvelle usine en février 2019 et un ramp-up réussi,

permettant de traiter plus de 1 073 000 tonnes de minerai à une teneur de 2g/t.

- Augmentation de la capacité de la sous-traitance minière et extraction de 8 millions de tonnes dont 6,7 millions de tonnes de stérile.

En Guinée :

- Acquisition des parts complémentaires (30%) du projet Tri-K en Guinée auprès du partenaire Avocet Mining. Le Groupe Managem est désormais détenteur à hauteur de 85% du projet et cible une production annuelle de 3,5 tonnes à terme.
- Déploiement des travaux de construction du projet Tri-K pour un investissement total de 176 MUSD.

INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Production (Kg)	Ressources minérales (Mesurées & Indiquées) (Koz)	Réserves minérales (Prouvées & Probables) (Koz)
Maroc*	221	-	-
Soudan**	1 907	2 903	1 581
Guinée	-	2 044	1 143
Gabon	-	458	-
Total	2 128	4 947	3 016

* La production de l'Or au Maroc est associée à l'exploitation du Cobalt

ARGENT

Cours moyen 2019	Cours moyen 2018	Evolution 2019/2018
1 618 USD/Oz	1 570 USD/Oz	+3%

CONTEXTE

Le cours de l'Argent a évolué dans le sillage du contexte global ayant marqué l'évolution de l'Or. Cependant, la demande industrielle, représentant plus de 60% de la demande globale a également contribué à la hausse du cours. Du côté de l'offre, les quantités produites sont demeurées stables, par rapport à 2018.

FAITS MARQUANTS & RÉALISATIONS

- Démarrage de la nouvelle usine de traitement des haldes (rejets miniers) au niveau de la mine d'Imiter. Cette nouvelle usine dispose d'une capacité de production annuelle de 30 TM et a déjà permis de produire 19 TM depuis son lancement en juillet 2019.
- Augmentation de +40% de la capacité de traitement de la deuxième ligne de broyage de l'ancienne usine d'Imiter.
- Découverte de nouvelles structures minéralisées à forte teneur (Teneur Fond améliorée de +10%) grâce au programme d'exploration proximal mis en place en 2019.
- Dans une perspective d'optimisation des processus et d'amélioration des performances opérationnelles, notre filiale SMI a procédé à la numérisation de l'ensemble de la base de données géologiques avec le lancement de projet de digitalisation des données lithologiques et l'informatisation de la planification minière.
- Utilisation du Bloc Model pour l'estimation des Ressources et Réserves d'Argent.



INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Production (Kg)	Ressources minérales (Mesurées & Indiquées) (tonnes métal)	Réserves minérales (Prouvées & Probables) (tonnes métal)
Maroc*	176 504	8 197	5 069

* La production d'Argent est assurée par la mine de SMI et provient également d'autres mines comme sous-produit

CUIVRE

Cours moyen 2019	Cours moyen 2018	Evolution 2019/2018
6 003 USD/t	6 526 USD/t	-8%

CONTEXTE

Le contexte économique mondiale a aussi pesé sur la conjoncture liée au Cuivre. La faible dynamique de l'industrie au niveau des économies avancées et des pays émergents a fortement impacté la demande pour le Cuivre.

L'offre en Cuivre a connu d'importantes perturbations, principalement liées aux grèves des travailleurs des mines au Chili, aux tensions locales au Pérou et aux conditions météorologiques difficiles. D'autres facteurs ont impacté le niveau de production en 2019 et ont contribué au recul de l'offre.



FAITS MARQUANTS & RÉALISATIONS

- Lancement de l'étude de faisabilité du projet cuprifère Tizert au Maroc s'appuyant sur une ingénierie internationale externe. La finalisation est prévue au second semestre 2020. Grâce au projet Tizert, le Groupe prévoit de doubler sa production en Cuivre à horizon 2023.
- Lancement de nouveaux projets de développement pour assurer la continuité de l'activité
 - **AGM** : lancement de nouveaux projets Carrières de Tiferki en remplacement du projet épuisé du gisement d Tazalakht et lancement du projet de développement des avals sur le site de Ouanssimi
 - **SOMIFER** : extension de la capacité du projet Nzourk
 - **CMO** : finalisation du nouveau projet souterrain à l'extrême ouest du site
- Baisse significative des cours de cuivre en 2019 ayant impacté la production de cuivre de -11%.

INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Production (tonnes)*	Ressources minérales (Mesurées & Indiquées) (tonnes métal)	Réserves minérales (Prouvées & Probables) (tonnes métal)
Maroc*	101 623	1 362 000	343 438
RDC	-	640 000	846 400
Total	101 623	2 133 677	1 189 838

* Concentré de cuivre

COBALT

Cours moyen 2019	Cours moyen 2018	Evolution 2019/2018
15,95 USD/t	35,95 USD/t	-55%

CONTEXTE

En 2019, le Cobalt a évolué dans un contexte marqué par une faible croissance de la demande, seulement 2,5%, et une production en forte progression (+12,5%). Cette situation reflète bien évidemment la conjoncture propre aux principaux secteurs consommateurs de Cobalt (notamment l'industrie automobile), mais également la reconfiguration de leur demande au profit de substituts moins coûteux.

Durant cette année, le marché du Cobalt a poursuivi sa mutation au profit de la poudre de cobalt et des sels de cobalt et au détriment des cathodes. Dans la fabrication des batteries, le marché a également enregistré une utilisation grandissante des hydroxydes de cobalt. Par ailleurs, l'usage des batteries lithium-phosphate et oxyde de manganèse -lithium qui n'utilise pas de Cobalt, poursuit sa progression, réduisant le poids du Cobalt dans cette industrie.



FAITS MARQUANTS & RÉALISATIONS

- Démarrage des travaux de construction du projet Pumpi en République Démocratique du Congo, développé en partenariat avec le partenaire Wanbao Mining. Ce complexe minier permettra au Groupe Managem de renforcer sa production de Cobalt à partir de 2020, avec une production annuelle cible de 5 000 tonnes de Cobalt.
- Extension des unités hydrométallurgiques du complexe industriel de Guemassa, portant la capacité de production à 2 800 TM de Cobalt par an.
- Réussite de l'audit RMI (Responsible Mining Initiative) dans le cadre de l'engagement du Groupe Managem pour une chaîne d'approvisionnement en Cobalt responsable
- Utilisation de la technologie DMS pour la concentration du minerai de Bouazzer générant un gain de productivité important, une amélioration du rendement (85% vs. 81%) et un taux d'utilisation des capacités plus élevé (>90%)
- Amélioration de la qualité des concentrés Cobalt sur le site de Guemassa issus du procédé hydrométallurgique.

INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Production (Kg)	Ressources minérales (Mesurées & Indiquées) (tonnes métal)	Réserves minérales (Prouvées & Probables) (tonnes métal)
Maroc	2 397	16 000	13 779
RDC	-	95 000	123 600
Total	2 397	111 000	137 379

ZINC & PLOMB

Cours moyen 2019	Cours moyen 2018	Evolution 2019/2018
Zinc 2 549 USD/t	Zinc 2 926 USD/t	Zinc -13%
Plomb 1 997 USD/t	Plomb 2 242 USD/t	Plomb +11%

CONTEXTE

En 2019, le marché du Zinc a affiché un déficit de l'offre estimé à 152 Mt à fin nombre 2019. Cette configuration particulière résulte d'une demande mondiale en recul, notamment celle en provenance des secteurs de l'automobile, des infrastructures et de la construction, elle s'explique également par l'orientation de la demande vers des produits de substitution avec un moindre impact pour l'environnement. L'offre de Zinc est également en recul sur l'année 2019 et ce malgré l'ouverture de nouvelle mine (Canada, Chine, Kazakhstan...).

Le cours du Plomb a évolué durant l'année 2019 sous l'effet d'un déficit mondial des stocks durant les premiers mois de l'année et d'un surplus durant les derniers mois. Cette situation particulière a généré des distorsions aux niveaux du marché, qui se sont traduites par une baisse de 11% du cours, malgré une hausse sensible de la demande mondiale pour le Plomb.



FAITS MARQUANTS & RÉALISATIONS

- Baisse de la production du Concentré Zinc de -19% et du métal Zinc de -11%. Ces évolutions sont imputées à la baisse du tonnage traité de -20% en provenance de la digue, afin d'améliorer la qualité du Concentré Zinc produit ainsi que l'arrêt de quelques chantiers périphériques. L'objectif est de prioriser les chantiers à rentabilité élevée. Ces efforts ont conduit à une amélioration notable de la qualité des concentrés de plus de 3 points.
- Avancement dans le projet Aval Draa Sfar à 1400m pour assurer la production future.
- Finalisation d'un programme d'exploration pluridisciplinaire concluant l'existence d'une continuité naturelle des gisements, permettant de renforcer les réserves polymétalliques de CMG et de rallonger la durée de vie de ses mines.

INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Production (tonnes)*	Ressources minérales (Mesurées & Indiquées) (tonnes métal)	Réserves minérales (Prouvées & Probables) (tonnes métal)
Maroc - Zinc	61 763	599 000	413 000
Maroc - Plomb	11 364	232 000	136 000

* Concentré

2 - PERFORMANCES OPÉRATIONNELLES ET FINANCIÈRES

Durant l'année 2019, le Groupe Managem a poursuivi son plan de développement visant à concrétiser ses projets stratégiques. Cette détermination a permis de faire face à un contexte sectoriel peu porteur. La forte progression des volumes de production, notamment au niveau de l'activité métaux de base et Cobalt a également permis de compenser la baisse importante des cours des métaux de base.

Indicateurs consolidés en MDH	2018	2019	Variation (%)
Chiffre d'affaires	4 357	4 553	+5%
Excédent Brut d'Exploitation	1 323	1 123	-15%
Résultat d'exploitation	669	-345	-
Résultat financier	-230	-112	+51%
Résultat net	370	-427	-

L'évolution des cours des métaux précieux et de base reflète le climat et les incertitudes économiques et géopolitiques connues en 2019. En effet, la croissance mondiale n'a pas dépassé 3%. Ces facteurs influencent négativement la santé des cours moyens des matières premières (Cobalt -55%, Cuivre -8% et Zinc -13%) mais profitent à ceux des métaux précieux (Or +10% et Argent +3%) par rapport à 2018.

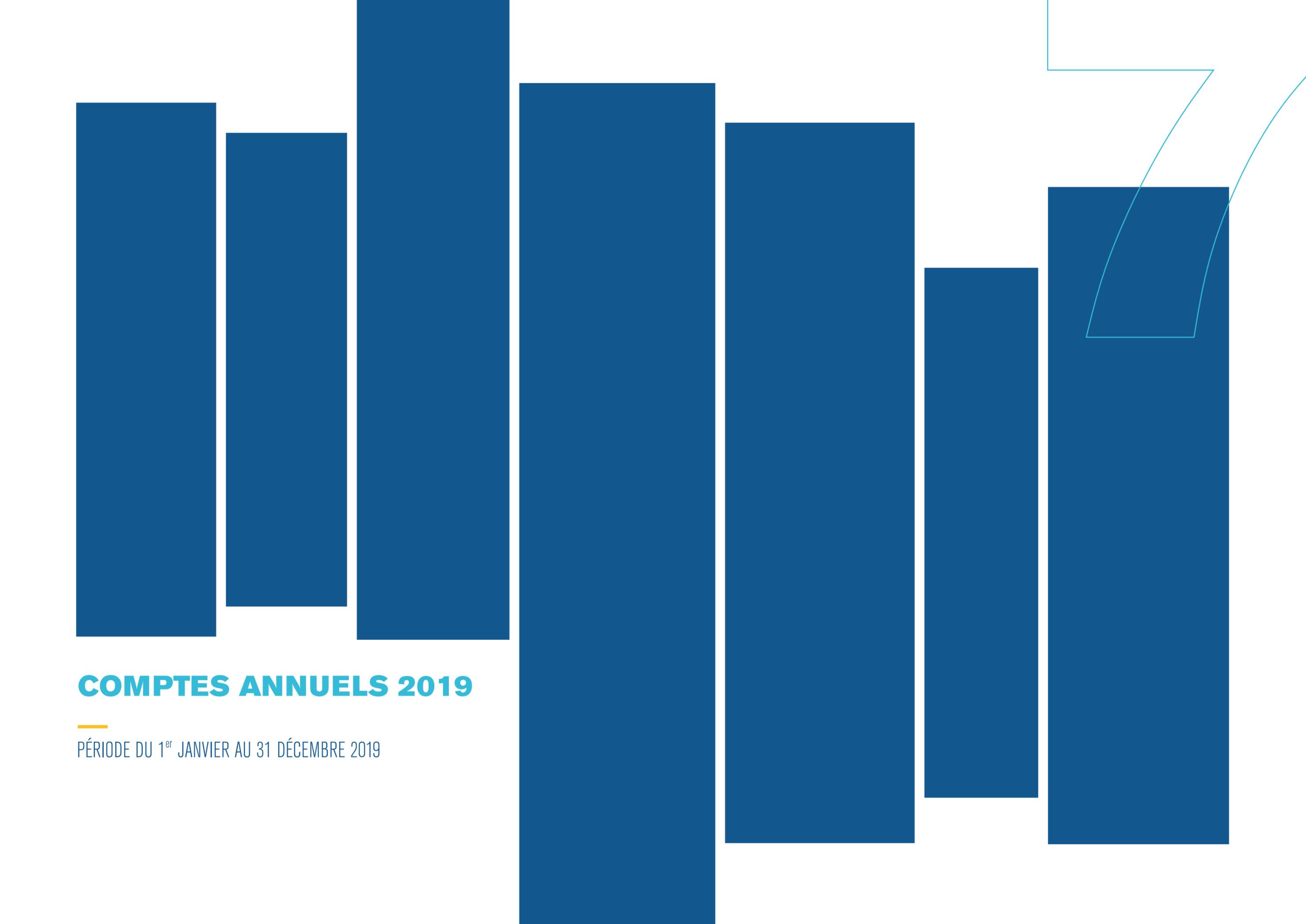
Malgré la forte baisse des cours de vente en 2019, Managem réalise une croissance de 5% de son chiffre d'affaires. Cette évolution résulte de la montée en puissance de la production de l'Or, grâce à l'entrée en production de l'unité au Soudan et s'explique également par la forte augmentation de la production de l'Argent grâce aux actions de redressement des fondamentaux et le démarrage de l'usine de traitement de la digue. La production de Cobalt a également contribué à la progression du chiffre d'affaires, suite à l'extension des capacités de production des unités hydro-métalliques.

L'évolution du résultat d'exploitation durant l'année 2019 met en évidence l'impact de la baisse des cours dont l'effet est estimé à -615 MDH. La persistance d'un contexte défavorable des cours des métaux de base conjuguée à la difficulté d'exploitation au Maroc pour certains métaux (Cuivre et Fluorine) a nécessité la constatation de provisions pour dépréciation des actifs pour -426 MDH.

Indicateurs consolidés en MDH	2018	2019	Variation (%)
Capitaux propres	5 683	4 866	-14%
Investissement	1 703	1 884	+11%
Endettement net	2 792	4 164	+49%

Au terme de l'année 2019, Managem affiche des capitaux propres consolidés de l'ordre de 4 866 MDH, en recul par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique en premier lieu par le résultat net consolidé négatif réalisé au titre de l'année. Le recul des capitaux propres est également dû au versement des dividendes de l'exercice précédent (2018) et à l'acquisition des titres complémentaires de Manacet (Projet Tri-k). Les variations de Market-to-Market et celles des écarts de conversion des comptes des filiales à l'étranger se sont traduites par un impact positif de 14,9 MDH.

Durant cette année, le Groupe a maintenu sa dynamique d'investissement en ligne avec la feuille de route de son plan Managem 2020, avec une enveloppe importante pour le développement de nouveaux projets. L'endettement net de Managem augmente 49% sous l'effet des investissements consentis, la baisse du besoin en fonds de roulement et l'achat des titres complémentaires de Tri-K.



COMPTES ANNUELS 2019

—
PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPTES ANNUELS 2019

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Chiffre d'affaires	4 553,3	4 356,5
Autres produits de l'activité	89,1	57,4
Produits des activités ordinaires	4 642,3	4 413,9
Achats	-2 351,6	-1 998,2
Autres charges externes	-1 037,2	-930,9
Frais de personnel	-1 108,3	-1 102,1
Impôts et taxes	-62,5	-68,9
Amortissements et provisions d'exploitation	-1 103,1	-929,3
Autres produits et charges d'exploitation	1 086,2	1 076,9
Charges d'exploitation courantes	-4 576,4	-3 952,5
Résultat d'exploitation courant	65,9	461,4
Cessions d'actifs	0,1	0,3
Charges de restructuration	-	-
Cessions de filiales et participations	-	182,8
Ecarts d'acquisition négatifs	-	8,7
Résultats sur instruments financiers	-5,3	-
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-405,3	16,1
Autres produits et charges d'exploitation	-410,5	208,0
Résultat des activités opérationnelles	-344,6	669,4
Produits d'intérêts	17,9	26,8
Charges d'intérêts	-182,8	-213,6
Autres produits et charges financiers	52,9	-43,6
Résultat financier	-111,9	-230,3
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	-456,5	439,1
Impôts sur les bénéfices	-59,0	-98,2
Impôts différés	125,7	4,3
Résultat net des entreprises intégrées	-389,8	345,3
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
Résultat net des activités poursuivies	-389,8	345,3
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	-389,8	345,3
Intérêts minoritaires	37,0	-24,5
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	-426,8	369,8

ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Résultat de l'exercice	-389,8	345,3
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Ecart de conversion des activités à l'étranger	5,1	48,9
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des Actifs financiers disponibles à la vente		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	28,6	71,2
Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariaux sur les obligations des régimes à prestations définies	-12,1	-1,7
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global	-6,0	-19,9
Quote Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises associées		
Autres éléments du résultat global	-187,3	
Frais d'augmentation de capital des filiales		
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	-171,7	98,5
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNÉE	-561,6	443,7
Dont Intérêts minoritaires	25,1	-22,1
DONT RÉSULTAT GLOBAL NET - PART DU GROUPE	-586,6	465,9

COMPTES ANNUELS 2019

COMPTES CONSOLIDÉS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF	(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Goodwill		305,4	305,4
Immobilisations incorporelles,net		2 162,1	2 194,8
Immobilisations corporelles net		4 920,4	4 682,7
Immobilisations en droit d'usage		293,9	
Immeubles de placement, net		8,9	8,9
Participations dans les entreprises associées		140,2	139,8
Autres actifs financiers		291,0	272,6
- Instruments dérivés de couverture		14,7	7,8
- Prêts et créances,net		15,2	6,6
- Actifs financiers disponibles à la vente		261,1	258,1
Créances d'impôt et Taxes			
Impôts différés actifs		193,7	123,1
Autres débiteurs non courants,net			
Actif non courant		8 315,6	7 727,1
Autres actifs financiers			
- Instruments financiers dérivés			
- Prêts et créances et placements,net			
Stocks et en-cours,net		927,4	892,4
Créances clients,net		1 080,7	759,0
Autres débiteurs courants,net		1 288,5	1 134,3
Trésorerie et équivalent de trésorerie		838,1	731,6
Actif courant		4 134,7	3 517,2
TOTAL ACTIF		12 450,3	11 244,3

PASSIF	(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Capital		999,1	999,1
Primes d'émission et de fusion		1 657,3	1 657,3
Réserves		2 082,6	2 132,6
Ecart de conversion		158,7	153,5
Résultat net part du groupe		-426,8	369,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		4 470,9	5 312,3
Intérêts minoritaires		395,1	370,4
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		4 866,1	5 682,8
Provisions		87,9	58,5
Avantages du personnel		230,5	197,0
Dettes financières non courantes		2 590,0	1 565,0
- Instruments financiers dérivés			
- Dettes envers les établissements de crédit		1 325,5	290,2
- Dettes représentées par un titre		1 120,0	1 250,0
- Dettes liées aux contrat de location financement			24,9
- Dettes liées aux contrat à droit d'usage		144,5	
Dettes d'impôts sur les sociétés			
Impôts différés Passifs		31,9	35,6
Autres créditeurs non courants		1,4	2,7
Passif non courant		2 941,8	1 858,8
Provisions			
Dettes financières courantes		2 703,0	1 849,8
- Instruments financiers dérivés		10,3	26,8
- Dettes envers les établissements de crédit		2 692,7	1 823,0
- Dettes représentées par un titre		-	-
Dettes fournisseurs courantes		902,1	998,9
Autres créditeurs courants		1 037,3	854,0
Passif courant		4 642,4	3 702,7
TOTAL PASSIF		7 584,2	5 561,5
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		12 450,3	11 244,3

COMPTES ANNUELS 2019

COMPTES CONSOLIDÉS

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	Capital	Réserves	Ecart de conversion	Résultat net part Groupe	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
AU 1^{ER} JANVIER 2018	999,1	3 196,6	105,9	879,0	5 180,5	453,9	5 634,6
Résultat net de la période				369,8	369,8	-24,5	345,3
Résultat couverture des flux de trésorerie		70,2			70,2	1,0	71,2
Pertes et profits de conversion			47,7		47,7	1,2	48,9
Pertes et profits de réévaluation des AFS							
Gains / pertes actuariels		-2,2			-2,2	0,5	-1,7
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global		-19,6			-19,6	-0,3	-19,9
Autres éléments du résultat global							
Résultat global total de l'année		48,4	47,7	369,8	465,9	-22,1	443,7
Dividendes distribués		-229,8			-229,8	-40,1	-269,9
Augmentation de capital							
Elimination titres d'auto-contrôle							
Autres transactions avec les actionnaires		-104,5			-104,5	-21,3	-125,8
Transfert en résultat non distribué		879,1		-879,1			
Total des transactions avec les actionnaires		544,8		-879,1	-334,3	-61,4	-395,7
AU 31 DÉCEMBRE 2018	999,1	3 789,7	153,6	369,7	5 312,1	370,4	5 682,7
AU 1^{ER} JANVIER 2019	999,1	3 789,7	153,6	369,7	5 312,1	370,4	5 682,7
Résultat net de la période				-426,8	-426,8	37,0	-389,8
Résultat couverture des flux de trésorerie		28,4			28,4	0,2	28,6
Pertes et profits de conversion			5,2		5,2	-0,1	5,1
Pertes et profits de réévaluation des AFS							
Gains / pertes actuariels		-12,3			-12,3	0,2	-12,1
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global		-5,9			-5,9	-0,1	-6,0
Autres éléments du résultat global							
Résultat global total de l'année		-165,0	5,2	-426,8	-586,6	25,1	-561,5
Dividendes distribués		-149,9			-149,9		-149,9
Augmentation de capital							
Elimination titres d'autocontrôle							
Autres transactions avec les actionnaires		-105,0			-105,0	-0,3	-105,3
Transfert en résultat non distribué		369,8		-369,8	0,0		0,0
Total des transactions avec les actionnaires		115,0		-369,8	-254,8	-0,3	-255,1
AU 31 DÉCEMBRE 2019	999,1	3 739,7	158,8	-426,9	4 470,7	395,2	4 866,1

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Résultat net de l'ensemble consolidé	(389,8)	345,3
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	1 539,5	922,9
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	5,3	182,8
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(0,1)	(0,3)
Produits des dividendes	0,0	0,0
Elimination des profits et pertes sur JV Quote part Mise en équivalence	0,0	(182,8)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 154,9	1 267,8
Elimination de la charge (produit) d'impôts	(66,7)	93,9
Elimination du coût de l'endettement financier net	182,8	213,6
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	1 271,0	1 575,2
Incidence de la variation du BFR	(188,6)	188,4
Impôts différés	15,0	(0,3)
Impôts payés	(59,0)	(98,2)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 038,40	1 665,2
Incidence des variations de périmètre	0,0	(3,0)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 884,8)	(1 702,9)
Acquisition d'actifs financiers	(0,1)	0,0
Variation des autres actifs financiers	(11,3)	(0,9)
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,1	0,6
Cessions d'actifs financiers	0,0	0,0
Dividendes reçus		
Intérêts financiers versés	(182,8)	(213,6)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 079,0)	(1 919,8)
Augmentation de capital		(1,6)
Transactions entre actionnaires (acquisitions)	(105,9)	(121,4)
Transactions entre actionnaires (cessions)	0,0	0,0
Emission de nouveaux emprunts	1 470,0	350,0
Remboursement d'emprunts	(492,5)	(1 065,1)
Variation des créances et dettes résultant de contrats location-financement		
Remboursement de location-financement	19,6	(68,5)
Autres flux liés aux opérations de financement		
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(149,9)	(229,8)
Dividendes payés aux minoritaires		(40,1)
Variation des comptes courants associés	(393,1)	95,5
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	348,2	(1 080,9)
Incidence de la variation des taux de change	1,4	16,1
Incidence de changement des méthodes et principes comptables		
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(691,0)	(1 319,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	(885,0)	433,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	(1 576,0)	(885,0)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(691,0)	(1 319,3)

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

Le Groupe Managem est un opérateur de référence du secteur minier au Maroc et dans la région, avec deux grands métiers : l'exploitation minière et l'hydrométallurgie.

Les activités du Groupe incluent l'exploration, l'extraction, la valorisation et la commercialisation de substances minérales.

Parallèlement à ces activités, le Groupe intervient également au niveau de la recherche & développement et l'ingénierie visant le développement de nouvelles méthodes et procédés d'exploitation des gisements miniers.

Les opérations du Groupe sont principalement conduites au Maroc avec une présence au niveau de certains pays africains, à travers des projets en construction au Gabon et en RDC ainsi que des projets d'exploration au Soudan

Les principaux produits du Groupe sont : Cobalt, Argent, Zinc, Cuivre, Oxyde de Cobalt, Oxyde de Zinc, Fluorine, Or et Plomb.

NOTE 2. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PERIODE

Au terme des 12 mois de l'année 2019, le Groupe Managem affiche des volumes de production en progression :

- Fort rebond de la production de l'Or de +100%, grâce notamment au démarrage de la nouvelle usine au Soudan (capacité de production de 2 tonnes d'Or par an)
- Hausse de la production de l'Argent de +23%
- Augmentation de 33% de la production du Cobalt en raison de l'importante baisse des cours des métaux en 2019 (-55% pour le Cobalt, -13% pour le Zinc, -8% pour le Cuivre)
- Le chiffre d'affaires consolidé limite sa progression à +4,5% par rapport à 2018.
- Poursuite du plan de développement du Groupe afin de concrétiser les projets stratégiques
- Démarrage de l'extension Soudan 2400T/J en Février 2019 après 15 mois de construction
- Démarrage de l'usine de traitement Digue de SMI après finalisation des tests le 1er semestre
- Lancement de l'EDF du projet cuprifère Tizert : Finalisation en 2020
- Lancement en octobre 2019 des travaux de construction du projet d'Or TRIK en Guinée après acquisition des 30% complémentaires des titres de la JV auprès du partenaire Avocet Mining
- Réalisation de l'extension de l'activité Cobalt permettant d'atteindre une capacité de 2800 TM de Cob/an

La persistance d'un contexte défavorable des prix à l'international, durant l'année 2019, a nécessité la revalorisation de certains actifs miniers à travers des provisions pour dépréciation. Ces éléments non récurrents ont généré un impact négatif de l'ordre de 350 MDH au niveau du résultat net consolidé du Groupe.

NOTE 3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°07/09 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 26 juin 2009, les états financiers consolidés du Groupe Managem sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 Décembre 2019 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après et ont été appliqués pour l'exercice 2018 ainsi que pour les périodes comparatives présentées.

3.2. Nouvelles normes et interprétations

Normes ou amendements applicables à compter du 1er janvier 2019 et adoptés par l'UE.

- IFRS 16 : Contrats de location
- IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux
- Modifications d'IFRS 9 – Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative
- Amendements limités à IAS 19 intitulés "Modification, réduction ou liquidation d'un régime"
- Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS.

Textes appliqués par anticipation en 2019

Aucun.

Textes non appliqués par anticipation en 2019

- Amendements aux normes IAS 1 et IAS 8, relatifs à la définition de la notion de matérialité
- Amendement à la norme IFRS 3, relatif à la définition d'une activité (« business »)
- Amendements à la norme IAS 1 relatifs au classement courant et non courant des passifs
- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS
- Amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne (non applicables par anticipation)

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- IFRS 14 : Comptes de report réglementaires
- IFRS 17 : Contrats d'assurance

-Impacts liés à la première application des nouvelles normes et interprétations

La norme IFRS 16 Contrats de location a un impact significatif sur les états financiers du Groupe au 1er janvier 2019.

L'interprétation IFRIC 23 : Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat, ainsi que les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe au 1er janvier 2019.

IFRS 16 : contrats de location

La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplace la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de tels contrats. Adoptée par la Commission européenne le 31 octobre 2017, elle est applicable depuis le 1er janvier 2019.

Les principes de traitement des contrats de location selon la norme IFRS 16 sont décrits au niveau du paragraphe 3.13

L'application de la norme IFRS 16 a eu comme impact l'augmentation des dettes de financement et de l'actif immobilisé de 168 MMDH au 1er janvier 2019.

Par ailleurs, l'IFRIC IC a pris une décision en décembre 2019 sur l'application de la norme IFRS 16 concernant l'appréciation de la durée des contrats de location.

Cette nouvelle décision modifie la manière de déterminer la durée d'un contrat de location.

L'IFRIC IC considère ainsi qu'un contrat de location reste exécutoire aussi longtemps que le locataire, ou le bailleur, aurait à subir une perte plus qu'insignifiante en cas d'arrêt du contrat.

Compte tenu de la date de sa publication, les conséquences de cette décision seront analysées et mises en œuvre par le Groupe Managem pour la clôture de ses comptes 2020.

Ainsi, le Groupe compte réexaminer :

- La durée de location de certains contrats (contrats en cours de renouvellement pour une période inférieure ou égale à 12 mois) ;
- La cohérence entre la durée résiduelle des amortissements des aménagements inamovibles et celle des contrats de location y afférents.

IFRIC 23 : Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat

IFRIC 23 clarifie les règles de comptabilisation et d'évaluation lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

Les principes de traitement des incertitudes fiscales sont décrits au niveau de paragraphe 3.22.2

L'application de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas eu d'impact significatif au niveau des capitaux propres du Groupe au 1er janvier 2019.

Pour évaluer quand et comment une incertitude fiscale affecte la détermination du bénéfice imposable (perte fiscale), des bases d'imposition, des déficits reportables, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition, une entité doit partir de l'hypothèse que l'administration fiscale contrôlera tous les montants qu'elle a le droit de contrôler et qu'elle procédera à ces contrôles en ayant l'entière connaissance de toutes les informations connexes.

Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude

3.3. Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en millions de dirhams (MDH), arrondis au million le plus proche. Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans le résumé des notes ci-après.

3.4. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnants.

a) Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

b) Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

c) Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Le Groupe active les dépenses d'exploration et de recherche minière selon les principes comptables exposés ci-dessous.

Les dépenses d'exploration activées sont revues pour perte de valeur en cas d'indices de pertes de valeur et elles sont dépréciées dans le cas où la valeur comptable de ces actifs excède leur valeur recouvrable.

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées ci-dessous. Une fois capitalisés, ces frais sont amortis sur la durée de vie estimée des produits concernés.

Le Groupe doit en conséquence évaluer la faisabilité commerciale et technique de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. S'il s'avérait qu'un produit n'était pas en mesure de satisfaire aux attentes initiales, le Groupe pourrait être dans l'obligation de déprécier dans le futur, tout ou partie des frais capitalisés ou de modifier le plan d'amortissement initial.

Le Groupe a par ailleurs à son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises ainsi que les goodwill en résultant.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Des hypothèses et estimations sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles, parmi lesquels on notera notamment les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir le montant des pertes de valeur comptabilisées.

d) Provisions

Le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue.

Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet d'actualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

e) Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ces impôts différés actifs et passifs.

f) Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

g) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré le contrôle du bien ou du service à l'acheteur.

h) Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation. Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture.

3.5. Principes de consolidation

3.5.1. Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque la mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles où il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Pour déterminer si une entité du groupe exerce un contrôle sur une autre, il est tenu compte également de l'existence et de l'effet des droits de vote potentiels exerçables à la date d'arrêtés des comptes. Cependant, la répartition entre le pourcentage d'intérêt du groupe et les intérêts minoritaires est déterminée sur la base du pourcentage actuel d'intérêt.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

3.5.2. Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill et inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence. Un test de dépréciation est alors effectué pour la valeur comptable totale de la participation (y compris le goodwill). Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Pour les entités sous contrôle conjoint, le Groupe avait fait le choix de les consolider selon la méthode de l'intégration proportionnelle comme cela était autorisé par la norme IAS 31.

Pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2013, le Groupe se conforme aux dispositions de la norme IAS 28 révisée qui requiert que les entités sous contrôle conjoint soient consolidées par la méthode de la mise en équivalence à l'instar des entreprises associées.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint ou une influence notable, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées conformément aux dispositions d'IAS 39.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente selon IFRS 5) sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme.

Actuellement, le Groupe ne dispose pas dans son périmètre de consolidation de co-entreprise.

3.5.3. Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe. Les participations non significatives sont traitées en tant que titres AFS.

3.5.4. Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

3.5.5. Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir des comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2019.

3.6. Conversion des états financiers et des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société MANAGEM est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

3.6.1. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des filiales étrangères autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham, sont convertis en dirham comme suit :

- A l'exception des capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont appliqués, les comptes de bilan sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux de change moyens de la période,
- L'écart de conversion en résultant est porté au poste "Écarts de conversion" inclus dans les capitaux propres.

Les Goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et sont exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise et sont convertis en dirham au taux de clôture.

Les comptes des entités étrangères non autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham et dont l'activité est le prolongement de la société mère, sont convertis en dirham selon la méthode du cours historique.

3.6.2. Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 3.17.3 « Instruments 410dérives ci-après ».

3.7. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle et comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise.

Les autres coûts éventuellement directement attribuables au regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 révisée sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Lors d'une prise de contrôle d'une cible, dans laquelle le Groupe détenait une participation ne lui conférant pas de contrôle, cette participation est évaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

Le goodwill correspond à la différence entre la somme du coût d'acquisition et du montant comptabilisé des intérêts non assortis de contrôle et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « 3.7 Goodwill ».

3.8. Goodwill

Le goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Il est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet d'un test ou de tests de pertes de valeur annuels ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Le goodwill est déterminé une fois pour toutes à la date de prise de contrôle ; ainsi, il n'est pas possible de l'ajuster au-delà de la période d'évaluation.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lors de la perte de contrôle exclusif d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les intérêts minoritaires peuvent être évalués à leur juste valeur (méthode du Goodwill complet).

3.9. Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des frais d'exploration et de recherche minière, des brevets et des logiciels.

a. Frais d'exploration et de recherche minière

Conformément à la norme IFRS 6 : « Prospection et évaluation de ressources minérales », le Groupe maintient ses principes comptables relatifs à l'évaluation et à la comptabilisation des dépenses d'exploration minière. Ces dépenses incluent principalement les coûts directement liés aux éléments suivants :

- Études géologiques d'ordre général pour évaluer le potentiel d'une zone ou d'un permis ;
- Travaux de géologie de détail et géochimie ;
- Travaux de géophysique ;
- Travaux de sondages ;
- Travaux miniers ;
- Échantillonnage ;
- Essais de traitement.

Les dépenses d'exploration incluent également les coûts engagés pour l'obtention ou l'acquisition des droits d'explorer « permis de recherche minière ».

Les dépenses de prospection sont comptabilisées :

- À l'actif si ces dépenses permettent d'identifier de nouveaux gisements ; ou
- En charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues, si elles n'ont pas permis l'identification de nouvelles réserves minières.

Les dépenses d'exploration activées sont amorties sur la durée des réserves identifiées et revues pour perte de valeur en cas d'indices de perte de valeur.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est indéfinie, ne sont pas amorties mais font l'objet, tous les ans, de tests de perte de valeur ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Le cas échéant, une perte de valeur est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon les périodes suivantes :

Ce mode d'amortissement reflète fidèlement le rythme de consommation des avantages économiques.

3.10. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, font partie intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants, et ce dans la limite de la durée de vie du gisement pour les équipements et autres actifs miniers.

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement. Les durées d'amortissements de ces immobilisations sont fournies ci-après :

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Immobilisation corporelles :

Types d'immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Infrastructures minières	Linéaire	Durée d'exploitation prévisionnelle du gisement
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans

3.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus afin d'en retirer des loyers et/ou de valoriser le capital, plutôt que de les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

3.12. Actifs biologiques

Conformément à IAS 41, le Groupe comptabilise à partir du 1er janvier 2009, les actifs biologiques, les produits agricoles y afférents au moment de la récolte et les subventions publiques.

Les actifs biologiques sont évalués lors de la comptabilisation initiale et à chaque date de clôture à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aussi, est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, la production agricole récoltée à partir des actifs biologiques.

Dans le cadre de la norme IAS 41, la juste valeur est assimilée au prix du marché d'un actif biologique ou d'un produit agricole dans sa situation et son état actuels.

Pour la première application de la norme IAS 41, les actifs biologiques sont valorisés à leurs coûts correspondant aussi bien à leurs valeurs de marché qu'à leurs valeurs d'acquisition.

3.13. Contrats de location

Selon la norme IFRS 16, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan sous la forme d'un droit d'utilisation parmi les immobilisations, et d'un passif locatif.

Ce passif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements futurs sur la durée du contrat de location.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenu sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal du groupe.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le

droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

3.14. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur est constitué par les différentes mines exploitées par le Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de trois ans extrapolée dans la limite de la durée du gisement. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital diffèrent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles interviennent. Ces taux varient entre 5 et 10%.

Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation boursière à moins que celle-ci soit inférieure à la valeur nette comptable, auquel cas, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée.

3.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés, satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'être engagée envers un plan de vente, et dont on s'attend à ce que la vente soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif ou groupe d'actifs a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêt s'il est engagé dans un processus de sortie d'actif ou d'activité et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs destinés à être cédés ».

Ces actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au bilan. Les éventuelles dettes liées à ces actifs destinés à être cédés sont également présentées sur une ligne distincte au passif du bilan.

Les actifs détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au compte de résultat, distinctement du résultat des activités poursuivies.

3.16. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.17. Titres d'autocontrôle et actions propres

Les titres d'autocontrôle et actions propres détenus par le Groupe sont enregistrés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

3.18. Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat ;
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe ;
- Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat ;
- Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres, ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable (six mois) ou significative (baisse supérieure à 20%) et dans ce cas toute baisse ultérieure sera portée en résultat tandis que toute hausse ultérieure sera portée en capitaux propres.

3.18.1. Évaluation des créances clients et actifs financiers non courants

Les créances clients, prêts et autres actifs financiers non courants sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Ils peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux

de trésorerie futurs estimés actualisés le cas échéant. Le montant de la perte est comptabilisé en dépréciation des comptes de créances et contrepartie d'une dotation pour dépréciation de l'actif circulant.

3.18.2. Titres de participation des sociétés non consolidées et autres titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres titres immobilisés sont qualifiés d'actifs disponibles à la vente (AFS) et figurent au bilan pour leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au cours de bourse. Pour les autres titres, si la juste valeur n'est pas estimable de façon fiable, elle correspond au coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction. Sauf exception, le Groupe considère qu'une baisse significative ou durable est présumée lorsque l'instrument de capitaux propres a perdu 20 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

3.18.3. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur sur les lignes instruments dérivés en actifs financiers courants ou non courants ou passifs financiers courants ou non courants. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés peut se résumer de la manière suivante :

Application de la comptabilité de couverture :

- Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants au bilan, la partie couverte de ces éléments est évaluée à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat et compensée pour la part efficace par les variations symétriques de juste valeur des instruments dérivés ;
- Pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée directement en autres éléments du résultat global et la part inefficace impacte les autres produits et charges financiers ;
- Pour la couverture d'investissement net à l'étranger, le gain ou la perte résultant de la couverture sera différé en autres éléments du résultat global jusqu'à la cession totale ou partielle de l'investissement.

Dans le cas où la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat.

3.19. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

résultat (en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en autres éléments du résultat global ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession

3.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3.21. Dé comptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 "Instruments financiers: informations à fournir et présentation" est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

3.22. Impôts sur le résultat

3.22.1. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan à l'exception de :

- La comptabilisation initiale du goodwill ; ou
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui :
- n'est pas un regroupement d'entreprises ; et
- au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ses impôts différés actifs et passifs.

3.22.2. Incertitudes relatives au traitement des impôts sur le résultat

Pour évaluer quand et comment une incertitude fiscale affecte la détermination du bénéfice imposable (perte fiscale), des bases d'imposition, des déficits reportables, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition, une entité doit partir de l'hypothèse que l'administration fiscale contrôlera tous les montants qu'elle a le droit de contrôler et qu'elle procédera à ces contrôles en ayant l'entière connaissance de toutes les informations connexes.

Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

3.23. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

3.24. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

Le groupe applique également l'interprétation IFRIC 21 « Comptabilisation des taxes » pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2015, tel que cela est requis par le Règlement Européen du 13 juin 2014. Cette interprétation pose comme principe que la taxe doit être comptabilisée à la date du fait générateur de l'acquittement de cette taxe.

L'interprétation considère que le fait générateur peut intervenir à une date spécifiée comme il peut intervenir à la suite de l'atteinte de certains seuils. Ceci a des impacts principalement au niveau des comptes intermédiaires.

Ainsi, la taxe professionnelle, la taxe sur services communaux et la taxe sur terrains non bâtis exigibles en totalité à la date d'arrêté des comptes intermédiaires est comptabilisée en totalité à cette date.

Par ailleurs la contribution sociale de solidarité n'est comptabilisée au niveau des comptes intermédiaires que lorsque les seuils la rendant exigible sont atteints à la date d'arrêté de ces comptes.

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et qui engendrent des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés.

3.25. Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

3.26. Passifs financiers

3.26.1. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

3.26.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres crédettes. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

3.27. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- Ventes de biens et services produits ;
- Contrats de construction ;
- Revenus locatifs.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis et pour un montant de la contrepartie que le Groupe s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services.

Ce principe fondamental est présenté sous forme d'un modèle en cinq étapes :

- Identifier les contrats avec des clients,
- Identifier les obligations de prestation prévues au contrat,
- Déterminer le prix de transaction,
- Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat, et
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque le Groupe a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des loyers sont comptabilisés de façon linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchise, droit d'entrée...) sont étalés sur la durée ferme du bail.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les remises commerciales ou rabais pour quantité sont comptabilisés en déduction du revenu à l'exception des actions commerciales prenant la forme d'attribution de produits gratuits qui sont comptabilisés dans le coût des ventes et provisionnés conformément aux dispositions d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

Les produits des activités ordinaires relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

3.28. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ».

3.29. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

3.30. Evaluation à la juste valeur

i. Hiérarchie de la juste valeur

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou mentionnée dans les présents états financiers sont classés selon la hiérarchie prévue par la norme IFRS 13.

En effet, cette norme classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur :

Niveau 1 :

Les données de ce niveau s'entendent des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation.

Niveau 2 :

Les données d'entrée de ce niveau 2 sont des données, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3 :

Les données d'entrée de ce niveau sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables.

ii. Techniques d'évaluation

Les titres cotés sont évalués au cours de bourse de clôture, sauf lorsque ce dernier est jugé impertinent par rapport à la valeur des titres concernés.

Les titres non cotés sont évalués en fonction de leur situation nette comptable.

Les instruments dérivés sont évalués à leur valeur marché à la date de clôture.

3.31. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE LA PERIODE

3.32. Cessions

Aucune cession en 2019

NOTE 4 : INFORMATIONS SECTORIELLES

4.1 Niveaux d'information sectorielle

La segmentation primaire du Groupe Managem est basée sur les secteurs d'activité, la segmentation secondaire est basée sur les secteurs géographiques.

Les transactions inter secteurs portent principalement sur les ventes du Concentré d'or et le Sulfate de Cuivre qui interviennent entre CTT et certaines filiales relevant du secteur mine notamment AGM et CMG. Ces transactions sont facturées par CTT en se référant aux prix du marché international.

4.1.1 Premier niveau d'information sectorielle : secteurs d'activité

Exploitation minière

Cette activité consiste à exploiter plusieurs gisements par le Groupe Managem ainsi qu'à produire des concentrés aussi variés comme les concentrés de zinc, cuivre, plomb et la fluorine. La production concerne également les métaux précieux tels que l'or et l'argent.

Hydrométallurgie

Cette activité porte sur la transformation et la valorisation de minerais pour obtenir des produits à forte valeur ajoutée notamment les dérivés métalliques et spécialités chimiques, tels que les cathodes de Cobalt, l'oxyde de Cobalt, les dérivés de nickel, le sulfate de cuivre, le sulfate de Sodium, le charbon aurifère et le trioxyde d'arsenic. L'hydrométallurgie fait appel à des techniques et technologies spécifiques comme : l'extraction liquide, électrolyse, séchage, calcination, grillage, ...etc.

4.1.2 Deuxième niveau d'information sectorielle : secteurs géographiques

Le découpage géographique des activités du Groupe retenu est le suivant :

- Maroc
- Europe
- Autre

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

4.2 Informations par secteur d'activité

	Mine	Hydro	Autres	Total
Externe	4.379,0	160,8	13,5	4.553,3
Interne				
Total	4.379,0	160,8	13,5	4.553,3
Résultat des activités opérationnelles	-56,6	-322,0	34,0	-344,6
Résultat financier	-26,4	-93,8	8,3	-111,9
Impôts	--96,2	67,2	95,7	66,7
Résultat des activités poursuivies	-179,2	-348,6	138,0	-389,8

Au 31 décembre 2018

	Mine	Hydro	Autres	Total
Externe	4 192,90	155,10	8,50	4 356,50
Intersecteur				
Chiffre d'affaires Total	4 192,90	155,10	8,50	4 356,50
Résultat des activités opérationnelles	4,80	444,00	220,50	669,30
Résultat financier	- 74,40	- 164,40	8,50	- 230,30
Part dans les sociétés mises en équivalence				-
Impôt sur les sociétés	- 23,20	- 59,80	- 10,90	- 93,90
Résultat des activités poursuivies	- 92,80	219,80	218,10	345,10

Le CA divers correspond principalement aux ventes réalisées par le segment opérationnel service notamment Reminex et Techsub.

Les principaux éléments du bilan peuvent être affectés aux différents secteurs d'activité de façon suivante :

31/12/2019	Mine	Hydro	Divers	total
Actif	8.334,1	3.304,5	811,7	12.450,3
Total actif consolidé	8.334,1	3.304,5	811,7	12.450,3
investissement	-1.287,5	-559,5	-37,8	-1.884,8
total passif	6.212,8	2.430,8	-1.059,4	7.584,2

31/12/2018	Mine	Hydro	Divers	total
actifs	3.496,8	2.961,1	4.786,2	11.244,1
total actif consolidé	3.496,8	2.961,1	4.786,2	11.244,1
investissement	-1.013,3	-544,7	-144,6	-1.702,6
total passif	4.152,4	1.702,7	-293,6	5.561,5

4.3 Informations par secteurs géographiques

Au 31 Décembre 2019

En millions de MAD	Maroc	Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	223,70	4.089,70	239,90	4.553,30
autres produits	72,10		17,00	89,10
Total	295,80	4.089,70	256,90	4.642,30
Investissements	-1.331,20	-2,50	-551,10	-1.884,80

Au 31 décembre 2018

En millions de MAD	Maroc	Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	210,4	4146,1	0,0	4356,5
Autres produits (si applicables)	54,9		2,5	57,4
Total	265,3	4146,1	2,5	4413,9
Investissements	-1190,3		-512,1	-1702,3

NOTE 5 : CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires (produit des activités ordinaires) du Groupe Managem est constitué des éléments suivants :

- Ventes de biens et services produits ;
- Contrats de construction ;
- Revenus locatifs.

Le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Chiffre d'affaires (a)	4.553,3	4.356,5
Autres produits de l'activité (b)	89,1	57,4
Total produits des activités ordinaires	4.642,4	4.413,9

(a) Y compris des prestations de services.

(b) Les autres produits de l'activité comprennent principalement la variation de stock de produits finis et autres produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires consolidé limite sa progression à +4,5% par rapport à 2018.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 6 : ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et charges externes se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Achats de marchandises	0,0	(22,2)
Achats de matières et fournitures	(2.351,6)	(1.975,9)
Achats	(2.351,6)	(1.998,2)
Loyers opérationnels	(85,2)	(150,2)
Entretien et réparations	(39,7)	(54,1)
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	(31,5)	(63,4)
Charges externes diverses	(880,8)	(663,3)
Autres charges externes	(1.037,2)	(930,9)
Total Achats et Autres charges externes	(3.388,7)	(2.929,1)

(a) Les postes achats et autres charges externes ont enregistré une hausse de 460 Mdhs millions de dirhams par rapport à l'année précédente, suite aux effets conjugués de : travaux miniers et décapage stérile dans les exploitations en carrières

NOTE 7 : FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

7.1 Frais de personnel

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Salaires et traitements	(773,0)	(779,1)
Autres charges sociales	(313,9)	(305,7)
Dotations nettes aux provisions pour avantages du personnel	(21,4)	(17,2)
Participation des salariés	0,0	0,0
Total	(1.108,3)	(1.102,1)

La note 20 détaille les autres informations relatives aux avantages du personnel.

7.2 Rémunérations des organes d'administration et de direction

Les organes d'administration et de direction sont composés du :

- Conseil d'administration dont les membres sont rémunérés par des jetons de présence ;
- Comité de direction dont les membres perçoivent des rémunérations salariales

La note 26 détaille les autres informations relatives aux rémunérations des organes d'administration et de direction.

NOTE 8 : AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les périodes clôturées au 31 décembre 2019 et 31 Décembre 2018 se décomposent comme suit :

Amortissements et provisions d'exploitation	Décembre 2019	Décembre 2018
En Millions de MAD		
Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations incorporelles	(237,1)	(236,3)
Immobilisations corporelles	(798,5)	(761,3)
Immobilisations en droit d'usage	(72,1)	
Immobilisations des contrats de location financement		(22,7)
Actifs biologiques	0,0	0,0
Actifs de l'activité minière	0,0	0,0
Immeubles de placement	0,0	0,0
Total	(1.107,6)	(1.020,3)
Provisions et Pertes de valeur nettes impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations	45,5	68,3
Stocks	(0,8)	2,0
Créances	(10,6)	(3,0)
Perte de valeur Ecart d'acquisition	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	(29,5)	23,6
Total	4,6	90,9
Total	(1.103,1)	(929,4)
Dont Amortissements et provisions des activités non poursuivies	0,0	0,0
Dont Amortissements et provisions des activités poursuivies	(1.103,1)	(929,4)

(a) Une description des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est incluse dans la note 14 de ces états financiers.

(b) Le détail des variations des pertes de valeur relative aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 15 et 16 de ces états financiers.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 9 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Cession d'actifs	0,1	0,3
Cessions de filiales et participations	0,0	182,8
Gain latent JV s/opérations matières-trading	0,0	0,0
Ecart d'acquisition négatif		8,7
Résultats sur dérivés matière - trading	(5,3)	0,0
Résultats sur dérivés de change - trading	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation *	680,9	1.093,0
Total produits et charges d'exploitation	675,7	1.284,8

Les variations de valeur entre les deux périodes sont imputables à la variation de juste valeur des dérivés classés en Trading du fait des éléments suivants :

a) Couverture métaux :

a. Le Trading matières reflète la partie des instruments financiers non éligible à la comptabilité de couverture correspondant ainsi à t la partie asymétrique des options de ventes « Call »,

b. Couverture de change : correspond à la partie asymétrique des tunnels

9.1 Autres produits et charges d'exploitation non courants

Les autres produits et charges d'exploitation non courants se détaillent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Autres produits non courants	31,3	34,9
Autres charges non courantes (1)	(436,6)	(18,8)
Autres produits et charges d'exploitation nets (2)	1.086,2	1.076,9
Total autres produits et charges d'exploitation	680,9	1.093,0

(1) Provisions pour dépréciation des actifs IFRS

• Pour les actifs Fluorine : la valeur comptable des actifs est supérieure à leurs la valeur recouvrable (somme des Cash-flow actualisés + valeur terminale), conduisant ainsi à une à une perte de valeur avant impôt de -126 MDH

• Pour les actifs Cuivre : la valeur comptable des actifs est largement supérieure à leur valeur recouvrable (somme des Cash-flow actualisés + valeur terminale) générant ainsi une perte de valeur avant impôt -300 MDH

Toutefois, il convient de rappeler que ces dépréciations ont un caractère exceptionnel et réversible (provisoire) , autrement dit ,il ne s'agit pas de perte définitive , mais plutôt de provisions qui pourraient être annulées ultérieurement si les conditions de leur reprise seront satisfaites , notamment en raison d'une évolution favorable des cours du Cuivre et de la Fluorine et/ou des découvertes de ressources et réserves minérales

Le poste autres produits et charges d'exploitation enregistre principalement :

-les productions des immobilisations à soi-même.

NOTE 10 : RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier aux 31 Décembre 2019 et 2018 se décompose comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Charges financières		
Intérêts sur emprunts	(182,8)	(213,6)
Autres charges financières	(0,3)	(0,3)
Pertes de valeur des actifs financiers	(333,8)	0,0
Dotations nettes aux provisions	333,8	0,0
Total charges financières	(183,1)	(213,9)
Produits financiers		
Intérêts et autres produits financiers	17,8	26,8
Autres produits	63,8	47,8
Reprises des pertes de valeur des actifs financiers	0,0	0,0
Gains et pertes de change financiers	(10,6)	(91,0)
Total produits financiers	71,1	(16,4)
Résultat financier	(111,9)	(230,3)

Hausse du résultat financier de 118 mdhs expliquée principalement par :

- Non récurrence des intérêts sur les contrats d'affacturage comptabilisés totalement en 2018 pour +55Mdhs
- Variation des pertes de changes liées aux opérations de dénouement des couvertures change +40 Mdhs
- Résultat de change positif

Cette hausse a été atténuée par l'augmentation des charges d'intérêts de Managem SA et la baisse des produits de placements

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

10.1 La charge d'impôt

Note Charge d'impôt reconnue en Compte de Résultat	Décembre 2019	Décembre 2018
En Millions de MAD		
Charge d'impôt courant		
Charge de l'exercice	(59,0)	(98,2)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	0,0	0,0
	(59,0)	(98,2)
(Charges) / produits d'impôts différés		
Variations des différences temporaires	0,5	(1,8)
Variations des taux d'imposition	1,6	0,0
Variation des déficits fiscaux antérieurs	123,6	6,1
	125,7	4,3
(Charge) / Produit total d'impôt	66,7	(93,9)

La charge d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 s'analyse comme suit

- Baisse de l'IS exigible expliquée principalement par la baisse du résultat de CTT
- Dé-comptabilisation des IDA de SAMINE, CMO et SMI suite à l'amélioration des résultats au titre de 2019
- Reconnaissance des impôts différés actif sur les déficits fiscaux et différences temporaires issues des dépréciations exceptionnelles chez Managem et CTT et ce dans la limite des IDA recouvrables prévus au budget 2020- 2022
- La charge d'impôt courant correspond aux montants payés et/ ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice 2019 en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.
- Les produits d'impôts différés résultent de la comptabilisation d'un impôt différé actif sur les déficits fiscaux issus des amortissements indéfiniment reportables.

10.1.1 Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

Les impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global se décomposent comme suit :

10.1.2 Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres

Les impôts différés comptabilisés en capitaux propres se décomposent comme suit :

Les actifs nets d'impôts sont limités aux capacités de chaque entité fiscale à recouvrer ses actifs dans un proche avenir.

10.1.3 Impôts différés comptabilisés au bilan

En Millions de MAD	Actif		Passif		Net
	Décembre 2019	Décembre 2018	Décembre 2019	Décembre 2018	Décembre 2019
Impôts différés					
Provenant des différences temporaires	(131,3)	(78,2)	31,9	35,6	(163,3)
Provenant des déficits fiscaux	324,5	200,7	0,0	0,0	324,5
Provenant des crédits d'impôt	0,6	0,7	0,0	0,0	0,6
Total	193,7	123,1	31,9	35,6	161,8

10.1.4 Preuve d'impôt

Preuve d'impôt (Réconciliation entre le taux légal au Maroc et le taux effectif d'impôt du Compte de Résultat Consolidé)

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Résultat Net de l'ensemble consolidé	-389,8	345,3
- Quote-part de résultat de sociétés mises en équivalence	0,0	0,0
Résultat Net de l'ensemble consolidé (hors S.M.E)	-389,8	345,3
Impôt sur les bénéficiaires	(59,0)	(98,2)
Impôts différés	125,7	4,3
Total charge fiscale de la période	66,7	(93,9)
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts (hors S.M.E)	-456,5	439,1
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale / Résultat comptable avant impôts)	15%	21%
Impôt sur différences permanentes	239,1	70,4
Impôt sur pertes fiscales	0,0	0,0
Impôt sur utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs n'ayant pas données lieu à ID	0,0	0,0
Ajustements de la charge d'impôt provenant d'exercice antérieurs	0,0	0,0
Cotisation minimale non activée	0,0	15,1
Ajustement des ID suite au changement du taux d'IS	0,0	0,0
Montant de différence de taux Mère / fille	90,1	(102,5)
Montant de différence de taux Maroc/étranger	0,0	0,0
Montant autres différences*	(188,0)	(103,3)
Charge fiscale recalculée	141,0	(135,4)
Taux d'impôt légal au Maroc (Charge fiscale recalculée / Résultat comptable avant impôts)	-30,9%	-30,9%

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 11 : ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES ET PASSIFS LIES

Actuellement, le Groupe ne dispose pas d'actifs ou passifs destinés à être cédés.

NOTE 12 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

Exercices clos le 31 décembre	31-déc.-19	31-déc.-18
Nombre moyen pondéré:		
- d'actions ordinaires émises	9 991 308	9 991 308
- d'actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat		
- d'actions d'auto détention		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	9 991 308	9 991 308
Nombre d'instruments dilutifs		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action	9 991 308	9 991 308

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Exercices clos le 31 décembre	31-déc.-19	31-déc.-18
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	-426,8	369,8
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action	9 991 308	9 991 308
Résultat de base par action	-23,4	27,0
dont part sur activités non poursuivies		
Résultat dilué par action	-23,4	27,0
dont part sur activités non poursuivies		

NOTE 13 : GOODWILL

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Au 1er janvier	305,1	305,4
Valeur brute	812,4	812,0
Pertes de valeur cumulées	(507,0)	(507,0)
Variation de périmètre	0,0	(0,3)
Ecart de conversion	0,0	0,3
Cessions	0,0	0,0
Pertes de valeur	(0,0)	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0
A la clôture de la période	305,4	305,4
Valeur brute	812,4	812,4
Pertes de valeur cumulées	(507,0)	(507,0)

Au bilan, les Goodwill (écarts d'acquisition) nets concernent les sociétés suivantes :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
IMITER	161,2	161,2
CMG	130,9	130,9
CTT	13,3	13,3
RGGG	0,0	0,0
Total	305,4	305,4

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 14 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Note Immobilisations incorporelles						
En Millions de MAD	Frais de développement	Licences Télécom et Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Concession	Autres	Total
Valeurs brutes						
Au 1er janvier 2018	4.360,7	1,1	198,6	0,0	521,8	5.082,2
Acquisitions	264,4	0,0	2,3	0,0	294,5	561,3
Variations de périmètre	(0,0)	0,0	0,0	0,0	(153,3)	(153,3)
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des immobilisations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	24,2	0,0	0,0	0,0	13,9	38,1
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Au 31 décembre 2018	4.649,3	1,1	201,1	0,0	677,0	5.528,4
Au 1er janvier 2017	4.649,3	1,1	201,1	0,0	677,0	5.528,4
Acquisitions	180,3	1,6	2,1	0,0	83,6	267,6
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des immobilisations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	2,7	(0,0)	0,0	0,0	1,8	4,5
Autres mouvements	73,6	0,0	5,4	0,0	(104,0)	(24,9)
Au 31 décembre 2017	4.905,9	2,7	208,6	0,0	1.266,2	6.383,4
Amortissements et pertes de valeurs						
Au 1er janvier 2016	(3.407,0)	(0,4)	(110,6)	0,0	(181,6)	(3.699,7)
Amortissements	(234,4)	(0,4)	(1,7)	0,0	0,2	(236,3)
Pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprise de pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	(5,5)	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	(5,6)
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Au 31 décembre 2016	(3.646,9)	(0,8)	(112,3)	0,0	(181,5)	(3.941,6)
Au 1er janvier 2017	(3.646,9)	(0,8)	(112,3)	0,0	(181,5)	(3.941,6)
Amortissements	(236,1)	(0,2)	(0,6)	0,0	(0,2)	(237,1)
Pertes de valeur	(42,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	(42,1)
Reprise de pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	(0,6)	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	(0,6)
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Au 31 décembre 2017	(3.925,6)	(1,0)	(112,9)	0,0	(181,7)	(4.221,2)
Valeurs nettes						
Au 31 décembre 2016	1.002,4	0,3	88,7	0,0	495,5	1.586,8
Au 31 décembre 2017	980,3	1,7	95,6	0,0	1.084,5	2.162,1

Les amortissements de la période sont comptabilisés en résultat au niveau du poste « amortissements et provisions d'exploitation »

Le poste immobilisations incorporelles comprend essentiellement les dépenses relatives à l'exploitation et à la recherche minière.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les principales variations s'expliquent par :

	Frais de recherche & développement	Logiciels	Concessions, brevets & droits similaires	Autres immobilisations incorporelles	Total
OUVERTURE - 2018.12	4.361	1	199	522	5.082
Acquisitions	264	0	2	295	561
Variation de périmètre	-0	0	0	-153	-153
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Réévaluation des immos	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	24	0	0	14	38
Autres mouvements	0	0	0	0	0
CLOTURE - 2018.12	4.649	1	201	1.285	6.136
OUVERTURE - 2019.12	4.649	1	201	1.285	6.136
Acquisitions	180	2	2	84	268
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Réévaluation des immos	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	3	-0	0	2	4
Autres mouvements	74	0	5	-104	-25
CLOTURE - 2019.12	4.906	3	209	1.266	6.383
	Frais de rech. & développ.	Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
OUVERTURE - 2018.12	-3.407	-0	-111	-182	-3.700
Amortissements	-234	-0	-2	0	-236
Perte de valeur	0	0	0	0	0
Reprise de perte de valeur	0	0	0	0	0
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	-5	-0	-0	0	-5
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0
CLOTURE - 2018.12	-3.647	-1	-112	-181	-3.941
OUVERTURE - 2019.12	-3.647	-1	-112	-181	-3.941
Amortissements	-236	-0	-1	-0	-237
Perte de valeur	-42	0	0	0	-42
Reprise de perte de valeur	0	0	0	0	0
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	-1	-0	-0	0	-1
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0
CLOTURE - 2019.12	-3.926	-1	-113	-182	-4.221
Valeurs nettes					
au 31 décembre 2018	1.002	0	89	1.103	2.195
au 31 décembre 2019	980	2	96	1.085	2.162

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas procédé à la réévaluation à la juste valeur des immeubles de placement à fin décembre 2019, puisque la quasi-totalité de ces immeubles sont comptabilisés à la valeur de marché dans le cadre des opérations de lease back réalisées au cours de l'exercice 2009.

14.1 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Part non courante		
- instruments financiers dérivés	14,7	7,8
- actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
- prêts et créances	15,2	6,6
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0,0	0,0
- actifs financiers disponibles à la vente (**)	261,1	258,1
Total	291,0	272,6
Part courante		
- instruments financiers dérivés	0,0	0,0
- actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
- actifs disponibles à la vente	0,0	0,0
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0,0	0,0
- prêts et créances	0,0	0,0
Total	0,0	0,0
Total autres actifs financiers	291,0	272,6

(*) Instruments financiers dérivés : correspondent aux gains sur opérations de couvertures des métaux

(**) Les actifs disponibles à la vente correspondent principalement aux bons de trésor acquis dans le cadre de l'utilisation de la provision réglementée fonds social (20% de la PRG), soit ,247 MDH

14.2 Instruments financiers dérivés

14.2.1 Actifs financiers

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est positive sont comptabilisés à l'actif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
	JV	JV
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5,3	0,0
Total	7,8	0,0

Les instruments dérivés dont la juste valeur est négative sont comptabilisés au passif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	Notionnel	31-déc-19	31-déc-18
		JV	JV
Instruments matières		-10,3	-26,7
Contrat à terme			
Autres instruments matières		-10,3	-26,7
Instruments de change			
Change à terme			
Autres instruments de change			
Autres instruments dérivés			
Dérivés de taux			
Autres dérivés			
Total		-10,3	-26,7

14.3 Actifs financiers disponibles à la vente ou titres disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et les titres et valeurs de placement non reclassées en équivalents de trésorerie.

L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur à la date de clôture.

Les actifs financiers disponibles à la vente se décomposent de la façon suivante au 31 Décembre 2019 et au 31 décembre 2018 :

En millions de MAD	Juste valeur	% d'intérêt	Capitaux propres	Résultat	Date de clôture
Au 31 Décembre 2019	261,1				
Autre : titres non consolidés	13,8				31/12/2019
Entité : Autres (bons de trésor)	247,3				
Au 31 Décembre 2018	258,1				31/12/2018

14.4 Prêts et créances

Les prêts et créances au 31 décembre 2019 se composent essentiellement des dépôts et cautionnement.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 15 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les périodes closes les 31 Décembre 2019 et 31 décembre 2018 :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Stocks de marchandises	6,3	6,3
Stocks de matières et fournitures consommables	635,9	679,9
En-cours de production	0,0	0,0
Stocks de produits finis intermédiaires	309,4	229,5
Total des stocks en valeur brute	951,6	915,7
Montant de la perte de valeur en début de période	(23,3)	(25,2)
Perte de valeur constatée sur la période (*)	(20,8)	(19,5)
Reprise de perte de valeur suite à des sorties et des cessions	14,4	11,5
Reprise de perte de valeur devenue sans objet	5,6	10,0
Autres mouvements	(0,0)	(0,1)
Montant de la perte de valeur en fin de période	(24,2)	(23,3)
Total Stocks, net	927,4	892,4

(*) Les stocks produits finis et intermédiaires sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente

Le dépassement du coût de revient par rapport à la valeur nette de réalisation fait l'objet d'une dépréciation

Au cours de l'année 2019 :

- Le montant des provisions est de -20,8 millions de dirhams ;
- Le montant des reprises s'élève à 14,4 millions de dirhams.

NOTE 16 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Clients et comptes rattachés	1.093,0	760,7
Dépréciation clients et comptes rattachés	(12,3)	(1,7)
Total Créances clients	1.080,7	759,0
Autres débiteurs	16,4	65,3
Compte de régularisation - Actif	102,4	92,7
Comptes d'associés débiteurs	457,9	361,1
Créances sur cessions d'actifs	0,0	0,0
Dépréciation autres débiteurs	0,0	0,0
Dépréciation comptes d'associés débiteurs	(162,7)	(162,2)
Dépréciation fournisseurs débiteurs - av & acptes	0,0	0,0
Dépréciation personnel débiteur	0,0	0,0
Dépréciation créances sur cessions d'actifs	0,0	0,0
Intérêts courus sur créances sur cession d'actifs	0,0	0,0
Etat - débiteur	792,0	685,6
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes	65,7	74,6
Personnel - débiteur	16,7	17,2
Total Autres débiteurs courants	1.288,5	1.134,3

Compte de régularisation - Actif : correspond aux réceptions de consommables et PDR en cours de route

Hausse des créances clients de 322 mmad corrélée à la baisse du chiffre d'affaires

Hausse des autres débiteurs de 154MMAD Mads expliquée principalement par

- Hausse des créances sur l'Etat, principalement les créances des crédits TVA export
- Hausse des avances en compte courant d'associés envers les filiales non consolidées

NOTE 17 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Titres et valeurs de placement	0,0	0,0
Banque	829,2	724,9
Autres comptes de trésorerie	8,8	6,7
Total	838,1	731,6

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 18 : CAPITAUX PROPRES

18.1 Politique de Gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale susceptible de réduire le coût du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- Ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- Rembourser le capital aux actionnaires ;
- Émettre de nouvelles actions ; ou
- Vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net / capitaux propres), qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie et la réserve de variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

18.2 Variation des capitaux propres part du Groupe

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Capitaux propres consolidés Part du Groupe début d'ex	5312,3	5180,5
Dividendes versés	-149,8	-229,8
Écart de conversion	5,1	47,7
Variation nette de JV des instruments financiers	28,4	70,1
Autres variations	-292,5	-106,2
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat net (Part du Groupe) de la période	-426,8	369,8
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-5,9	-19,8
Capitaux propres consolidés Part du Groupe	4 470,9	5 312,3

18.3 Variation des intérêts minoritaires

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Intérêts minoritaires en début d'exercice	370,4	453,9
Dividendes versés	0,0	-40,1
Variation nette de JV des instruments financiers	0,2	1,0
Pertes et profits de conversion	-0,1	1,2
Autres variations	-0,1	-20,9
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	37,0	-24,5
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-12,2	-0,3
Intérêts minoritaires	395,1	370,4

NOTE 19 : PROVISIONS

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Provision environnement	23,0	13,2
Restructuration	-	-
Litiges	-	-
Garanties	-	-
Autres risques	64,9	45,3
Total	87,9	58,5

En millions de MAD	Décembre 2018	Ecart de conversion	Changement de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise provisions utilisées	Reprise provisions non utilisées	Reclassement	Autres mouvements	Décembre 2019
Provision environnement	13,2	0,0	0,0	11,6	(1,8)	0,0	0,0	0,0	23,0
Restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Litiges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres risques	45,3	0,0	0,0	63,9	(38,8)	(5,5)	0,0	0,0	64,9
Total	58,5	0,0	0,0	75,5	(40,5)	(5,5)	0,0	0,0	87,9
Dont:									
- Part non courante	58,5	0,0	0,0	75,5	(40,5)	(5,5)	0,0	0,0	87,9
- Part courante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(a) Les provisions constituées au 31 Décembre 2019 portent principalement sur les risques liés aux maladies professionnelles non couverts par la compagnie d'assurance durant la période 2003 à 2006

(b) Provision pour démantèlement et remise en état de sites (Réhabilitation)

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 20 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Les hypothèses retenues au 1er janvier 2006, au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2019 se détaillent comme suit :

Au 1^{er} janvier 2006 :

Hypothèses économiques :

- Date d'évaluation :	01.01.2006
- Taux d'inflation :	1,50%
- Taux d'inflation médicale :	4%
- Taux d'actualisation	
- Frais de santé	6,20% ou 6,95% selon les entités
- Indemnité de fin de carrière	6,20%
- Taux moyen des charges sociales	15,00%
- Taux d'augmentation des rémunérations (brut d'inflation)	3,50%
- Taux de revalorisation des indemnités forfaitaires	1,50%

Hypothèses démographiques :

- Mortalité	TVF 88-90
- Invalidité	Non prise en compte
- Taux de mobilité par tranches d'âges	

Tranches d'âges	Cadres	Non cadres
29 ans et avant	20.00%	10.00%
30 à 34 ans	10.00%	5.00%
35 à 39 ans	7.50%	3.75%
40 à 44 ans	5.00%	2.50%
45 à 49 ans	2.00%	1.00%
50 ans et plus	0.00%	0.00%

- Taux d'occupation jusqu'à la retraite Identique à celui de la date d'évaluation

- Age de départ à la retraite Personnel non minier : 60 ans

Personnel minier : 55 ans

Au 31 décembre 2014

- Date d'évaluation : 31.12.2019

- Taux d'actualisation

Frais de santé 3,70%

Indemnité de fin de carrière 3,70%

Le reste des hypothèses économiques et démographiques est resté inchangé par rapport au 1^{er} janvier 2006.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, le Groupe comptabilise immédiatement la totalité des écarts actuariels en autres éléments du résultat global

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées mais les modifications qui y seront faites dans le futur peuvent cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements ainsi que sur le résultat du Groupe. Le test de sensibilité au taux d'actualisation est effectué à la date de clôture annuelle.

Au 31 Décembre 2019

Autres avantages long terme

En millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc.-18	31-déc.-19	31-déc.-18	31-déc.-19
Montant des engagements à l'ouverture de l'exercice	70,8	72,7	107,3	120
Coût des services	6	9,1	11,4	12,0
Charge d'intérêt	2,6	2,6	4,3	4,9
Cotisations des participants	0	0	0	0
Modifications des plans (coût des services passés)	0	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	0
Business Combination (seulement si significatif)	0	0	0	0
Réduction	0	0	0	0
Liquidation de régimes	0	0	0	0
Prestations payées	-5	-4,3	-2,6	-3,5
Pertes/Gains actuariels	-1,7	-0,9	-0,4	12,5
Écarts de Change	0	0	0	0
Autres : reclassement IFRS 5 (groupes destinés à être cédés)	0	0	0	0
Montant des engagements à la clôture de l'exercice	72,7	79,2	120	145,9

En millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc.-18	31-déc.-19	31-déc.-18	31-déc.-19
Valeurs de marché des actifs affectés aux plans à l'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendements attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations de l'employeur	5,0	4,3	2,6	3,5
Cotisations des participants	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Business combination (seulement si significatif)	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations payées	-5,0	-4,3	-2,6	-3,5
Pertes / gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Écart de conversion	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeurs de marché des actifs affectés aux plans à la clôture	0,0	0,0	0,0	0,0

En millions de MAD	Retraites et indemnités accordées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc.-18	31-déc.-19	31-déc.-18	31-déc.-19
Coût des services	6,0	9,1	11,4	12,0
Charge d'intérêt	2,6	2,6	4,3	4,9
Rendements attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Effet de la limitation des surplus	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement du coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissements des pertes / gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation suppression	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Charge de la période	8,6	11,7	15,7	16,9

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-Déc.-18	31-Déc.-19	31-Déc.-18	31-Déc.-19
Engagement net	72,7	79,2	120,0	145,9
Limitation de l'actif de retraite	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts des services passés non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Gains / pertes actuariels non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Actif / Provision net figurant au bilan	72,7	79,2	120,00	145,9

En millions de MAD	31-Déc.-18	31-Déc.-19
Montant (provisions) à l'ouverture	-178,1	-192,7
Dotations de la période / charges de la période (y compris les reprises de provision)	-24,3	-28,6
Reprises pour utilisation / prestations payées	7,6	7,8
Variation de périmètre	0,0	0,0
Business combination (seulement si significatif)	0,0	0,0
Écart de conversion	0,0	0,0
Coût de services passés	2,1	-11,6
OCI (Première application IAS 19 R)	-192,7	-225,1
Montant (provisions) à clôture	-192,7	-225,1

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	31-déc-19
Sensibilité de l'engagement	-8,4%
Sensibilité du coût des services	-13,9%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	27,8%

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'inflation médicale

	31-déc-19
Sensibilité de l'engagement	12,3%
Sensibilité du coût des services	18,2%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	39,1%

NOTE 21 : DETTES FINANCIERES

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Emprunts obligataires	1.120,0	1.250,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	1.325,5	290,2
Dettes	144,9	24,9
Autres dettes financières	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-
Total dettes financières non courantes	2.590,4	1.565,0
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	2.692,7	1.823,0
Dettes de location financement	-	-
Instruments financiers dérivés	10,3	26,8
Total dettes financières courantes	2.703,0	1.849,8
Total	5.293,4	3.414,8

Les dettes financières non courantes ont connu une hausse de 1025 millions de dirhams expliquée par :

Remboursement emprunt -182 mdhs, nouveaux emprunts + 1217mdhs

Remboursement des billets de trésorerie d'une valeur de 300 MMAD en janvier 2019
Remboursement de l'emprunt obligataire pour un montant de MMAD 950 en Août 2019.
Emission de billets de trésorerie de MMAD 1 000 émis auprès d'AWB.
Nouveaux emprunts de 120 MMAD en décembre 2019

NOTE 22 : DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

Par échéance en millions de MAD	- 1 an (*)	1 à 5 ans	+ 5 ans	Clôture
Dettes fournisseurs	902	-	-	902
Autres créditeurs	1.037	2	-	1.037
Au 31 décembre 2019	1.940	2	-	1.940
	0	0	0	0
Au 31 décembre 2018	1.854	7	-	1.856

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 23 : INSTRUMENTS FINANCIERS

23.1 Juste valeur des actifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances d'exploitation, de la trésorerie, des comptes courants de trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Titres de participation dans des sociétés non consolidées :
- Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse publié le jour de la clôture considérée.
- Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont valorisés à la quote-part de situation nette IFRS, ou à défaut à la quote-part de la situation nette établie selon les règles marocaines. En l'absence d'information sur la situation nette IFRS ou Maroc Gaap, les titres sont valorisés à leur coût.
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux, de change et de matières est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

23.2 Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des concours bancaires courants, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des emprunts à court terme apparaît comme une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Dettes de financement : la juste valeur des dettes de financement (emprunts obligataires, dettes auprès des établissements de crédit...) correspond à leur coût amorti (valeur nominale diminuée des frais d'émission de l'emprunt si ces derniers représentent au moins 1% de cette valeur).
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
	Valeur comptable <=> Juste valeur	
Concours bancaires courants	2 692,7	1 823,0
Fournisseurs et autres créditeurs	1 939,4	1 852,9
Emprunts obligataires	1 120,0	1 250,0
Dettes de location financement	144,5	24,9
Autres passifs financiers	10,3	26,8
Options de vente octroyées à des minoritaires		
Dettes de financement	1 325,5	290,2
Total	7 232,4	5 267,7

23.3 Gestion des risques

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de cours de change et de prix de matières premières.

Les risques de change et de matières premières font l'objet d'une gestion décentralisée au niveau des filiales qui gèrent en concertation avec le holding, leurs risques de marchés.

23.4 Risque de prix couverts :

Compte tenu de la nature de ses activités, le Groupe Managem est largement exposé aux fluctuations des prix des matières premières qu'il commercialise aux taux de change avec lesquels sont libellées ses ventes.

La politique de couverture vise à protéger le Groupe Managem des risques de prix susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa rentabilité à court et à moyen terme.

Pour gérer ces risques de marchés, le recours aux instruments financiers dérivés (matières premières et change), est admis dans l'objectif exclusif de couverture.

Les produits dérivés utilisés par le groupe sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge) ou de Trading

24.4.1.1 Risques de prix des métaux

Managem couvre le risque attribuable aux variations du prix de vente des métaux, qui sont exprimées en dollars US.

La relation de couverture correspond à la couverture de flux de trésorerie futurs, issus de ventes futures de matières premières (zinc, plomb, cuivre, argent et or) déterminées en fonction d'un planning de production.

Les instruments dérivés ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.1.2 Risques de change

La politique du risque de change au sein du groupe vise à couvrir les expositions budgétaires en devises hautement probables et /ou les engagements fermes à l'importation et à l'exportation.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les expositions futures en devises sont déterminées dans le cadre d'une procédure budgétaire régulièrement réactualisée.

L'horizon de couverture actuel, n'excède pas l'année à chaque date de clôture.

Les instruments de couverture de change ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.2 Comptabilisation au 31/12/2019

24.4.2.1 Risque sur matières premières

Au 31 décembre 2019, l'enregistrement dans le bilan à la juste valeur des produits dérivés liés à la couverture du risque de matières premières s'est traduit par gain de 4,4 MMAD enregistrée pour 9,7

MMAD en couverture de flux de trésorerie et -5,3 MMAD en Trading.

En millions de MAD	31-déc-18 Total Mtm	31-déc-19 Total Mtm
Couverture de flux de trésorerie (a)	7,8	9,7
Argent	0,0	-2,1
Or		0,4
Zinc	2,9	10,0
Plomb	0,0	0,3
Cuivre	4,9	-4,1
Cobalt	0,0	5,1
Dérivés classés en trading (b)	0,0	-5,3
Total (a) + (b)	7,8	4,4

24.4.2.2 Risque de change :

Au 31 décembre 2019, la valeur de marché des produits dérivés liés à la couverture du risque de change est de 0,0 MMAD

En millions de MAD	31-déc-18 Total Mtm	31-déc-19 Total Mtm
Couverture des flux de trésorerie	-26,7	0,0
Dérivés non qualifiés de couverture	0,0	0,0
Total	-26,7	0,0

24.4.3 Analyse de sensibilité

24.4.3.1 Risque de matières premières

Le niveau de la juste valeur des dérivés sur les matières premières du groupe au 31 décembre 2019 est de +3,8 MMAD.

En millions de MAD	MTM au 31/12/2019(a)	Mtm +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+10% sous-jacent	3,8	-100,0	-103,9	-3,3	-96,7
Argent	-5,2	-35,2	-29,9	-2,0	-33,2
Or	5,0	-8,4	-13,4	-	-8,4
Zinc	7,9	-8,0	-15,9	-1,3	-6,7
Plomb	0,3	-0,2	-0,5	-	-0,2
Cuivre	-4,1	-48,2	-44,1	-	-48,2

Le scénario correspond à des variations de cours des métaux de +10% maximisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une hausse de +10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait une perte de -100,0 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de -96,7 Mdhs et -3,3 en résultat, soit une variation de -103,9 MMAD.

En millions de MAD	Mtm au 31/12/2019(a)	Mtm -10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	6,8	106,3	99,5	-10,9	117,2
Argent	- 0,3	29,6	29,9	-5	34,3
Or	- 0,0	10,8	10,9	-	10,8
Zinc	3,8	26,8	22,9	-3	29,8
Plomb	-	0,9	0,9	-3	4,0
Cuivre	3,4	38,3	34,9	-	38,3

Le scénario correspondant à des variations de cours des métaux de -10% minimisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une baisse de -10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait un gain de 106,3 MMAD enregistrée en capitaux propres pour 117,2 Mdhs et -10,9 en résultat, soit une variation de +99,5 MMAD.

24.4.3.2 Risque de change

Le niveau de la juste valeur des dérivés de change du groupe au 31 décembre 2019 est de 0,0 MMAD.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En millions de MAD	Mtm au 31/12/2019(a)	Mtm +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+ 10% sous-jacent	-	-	-	-	-
Managem	-	-	-	-	-

En millions de MAD	Mtm au 31/12/2019(a)	Mtm +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	-	-	-	-	-
Managem	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2019, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivants :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Emprunts obligataires	1.120	1.250
Emprunts auprès des établissements de crédit	1.325	290
Dettes de location financement	144	25
Autres dettes financières	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-
Total dettes financières non courantes	2.590	1.565
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	2.693	1.823
Dettes de location financement	-	-
Instruments financiers dérivés	10	27
Total dettes financières courantes	2.703	1.850
Total	5.293	3.415

NOTE 24 : AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Avals, cautions et garanties donnés	96,9	85,6
Dettes garanties par des actifs nantis ou hypothéqués	-	-
Autres engagements donnés	0,0	3,8
Total	96,9	89,4

Engagements reçus

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Avals, cautions et garanties reçus	11,3	11,3
Nantissement et hypothèques reçus	-	-
Autres engagements reçus	-	-
Total	11,3	11,3

NOTE 25 : PASSIFS EVENTUELS

Aucun.

NOTE 26 : PARTIES LIEES

26.1 Transactions avec les autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées se décomposent de la façon suivante :

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Actif		
Créances client (net)	-	-
Autres débiteurs courants		
Autres actifs non courants		
	-	-
Passif		
Dettes fournisseurs	3,9	5,6
Autres dettes courantes (CCA)	0,0	
Autres dettes à long terme		
	3,9	5,6

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Chiffre d'affaires		
Autres produits		
Achats et autres charges externes	17,2	19,0
Autres (FF)	0,0	18,8
	17,2	37,8

Les autres parties liées comprennent la maison mère ALMADA Les transactions portent sur les intérêts sur avances en comptes courants et les rémunérations de gestions.

COMPTES ANNUELS 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 27 : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

27.1 Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Variation des stocks	-34,8	-274,7
Variation des créances	-377,8	819,3
Variation des dettes	224,1	-356,1
Variation du BFR	-188,6	188,4

27.2 Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au TFT

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette - bilan	-1 576,0	-885,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie - TFT	-1 576,0	-885,0

NOTE 28 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié le COVID 19 comme une urgence sanitaire mondiale.

Le 2 mars de la même année, le Maroc a enregistré le 1er cas d'infection au COVID 19 et depuis cette date, le Gouvernement Marocain a pris un certain nombre de mesures, notamment le décret de l'état d'urgence sanitaire à partir du 20 mars 2020 à 18h.

De même, et sous les Hautes Directives Royales de notre Souverain que Dieu l'assiste, un Compte spécial dédié à la lutte contre cette pandémie a été créé, destiné à accueillir les dons des organismes étatiques ainsi que des opérateurs privés.

A ce titre, dans un élan de solidarité national, le Groupe Managem a mobilisé toutes ses énergies avec dévouement et enthousiasme pour soutenir toutes les initiatives à même de permettre de faire face aux conséquences néfastes de crise sanitaire.

Ces actions de solidarité devront affecter naturellement les états financiers du Groupe des périodes closes au cours de l'exercice 2020.

Par ailleurs, cette pandémie pourrait avoir des impacts sur les activités du Groupe, en raison principalement de :

1. Importante baisse des cours des métaux de base et de la Fluorine sur les marchés mondiaux;
2. Arrêt momentané de certaines unités de production sur recommandation de la cellule de crise COVID-19, et par principe de précaution pour préserver la santé de nos collaborateurs ;

Enfin, COVID 19 risque d'avoir un impact significatif au niveau de plusieurs rubriques des états financiers arrêtés en 2020, dont :

- la baisse du chiffre d'affaires suite à la baisse des cours des métaux ;
- la dépréciation du goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- la dépréciation des stocks des produits finis ;
- les impôts différés actifs ;

Tout en étant mobilisé pour atténuer les effets négatifs de cette pandémie sur les plans (opérationnel, Risk management, comptable,Etc.), le Groupe ne peut fournir à la date d'arrêtés des présents états financiers d'estimations fiables des impacts de cette crise sanitaire sur les comptes de l'exercice 2020.

Par conséquent, du fait même de la poursuite de l'ensemble de nos activités pendant cette période de crise COVID 19, nous estimons en toute bonne foi et au mieux de notre connaissance que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause et que la trésorerie du groupe ne subit pas de forte pressions en raison notamment de lignes de crédits souscrites

NOTE 29 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2019

Dénomination sociale		Dec.2019 % intérêt	Déc. 2018 % intérêt	Méthode de consolidation
Managem	Maroc	100.00%	100.00%	Consolidante
Compagnie Minière des Guemmassas	Maroc	86.96%	76.91%	IG(*)
Compagnie de Tifnout Tighanimine	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Akka Gold Mining	Maroc	93.48%	88.46%	IG
Manatrade	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Manadist	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Managem international	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Société Métallurgique d'Imiter	Maroc	80.26%	80.26%	IG
Société Anonyme d'entreprise Minière	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Somifer	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Reminex	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Techsub	Maroc	99.87%	99.87%	IG
Cie minière SAGHRO	Maroc	100.00%	100.00%	IG
REG	Gabon	75.00%	75.00%	IG
Lamikal	RDC	20.00%	20.00%	ME **
Cie minière de DADES	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière d'OUMJRANE	Maroc	100.00%	100.00%	IG
MANUB	Soudan	78.00%	69.42%	IG
MCM	Soudan	100.00%	89.00%	IG
MANAGOLD	EAU	100.00%	100.00%	IG
TRADIST	EAU	100.00%	100.00%	IG
Managem Gabon	Gabon	100.00%	100.00%	IG
SMM	Guinée	85.00%	59.50%	IG
Manacet	Maroc	100.00%	70.00%	IG



Twin Center, Tour A, Angle Boulevards Zerktouni et Al Massira Al Khadra
BP 5199, Casablanca. Maroc

www.managemgroup.com